

SECTEUR PUBLIC

4667 emplois perdus dans la région

DONALD CHARETTE
Le Soleil

QUÉBEC — Le secteur public québécois a perdu 8400 emplois depuis 4 ans selon une étude de la Commission de la capitale nationale et plus de 4600 de ces emplois ont été rayés de la carte de la région de Québec.

Cette étude, qui n'est pas tout à fait complétée, révèle que le nombre total d'employés de l'État a baissé de 7,4% de 1992 à 1996. C'est le ministre responsable de la région, Jean Rochon, qui a levé le voile sur une partie des conclusions de cette recherche confiée à la Commission de la capitale.

On y apprend que c'est la région de Québec évidemment qui a le plus souffert de cette opération dégraissage en absorbant 11,7% des pertes d'emplois, soit l'équivalent de 4667 postes. Cependant, ce qui peut surprendre à prime abord puisque que Québec est une ville de fonctionnaires, on note que la région de Montréal suit immédiatement derrière avec 10,4% de la compression, soit 3576 jobs disparus.

Selon ce qui a été permis d'apprendre hier ce faible écart entre Québec et Montréal s'explique en grande partie par la fermeture dans la région de Montréal de la société d'État Sidbec qui a mis à pied des milliers d'employés ce qui teinte les données.

L'étude devrait être rendue publique à la fin de novembre et elle porte sur 228 institutions gouvernementales. La contraction de la fonction publique a fait en sorte que le nombre de servi-

8400
emplois de
moins
depuis
quatre ans

Voir EMPLOIS en A2

AUTOBIOGRAPHIE

Pas d'amours d'adolescent pour le pape

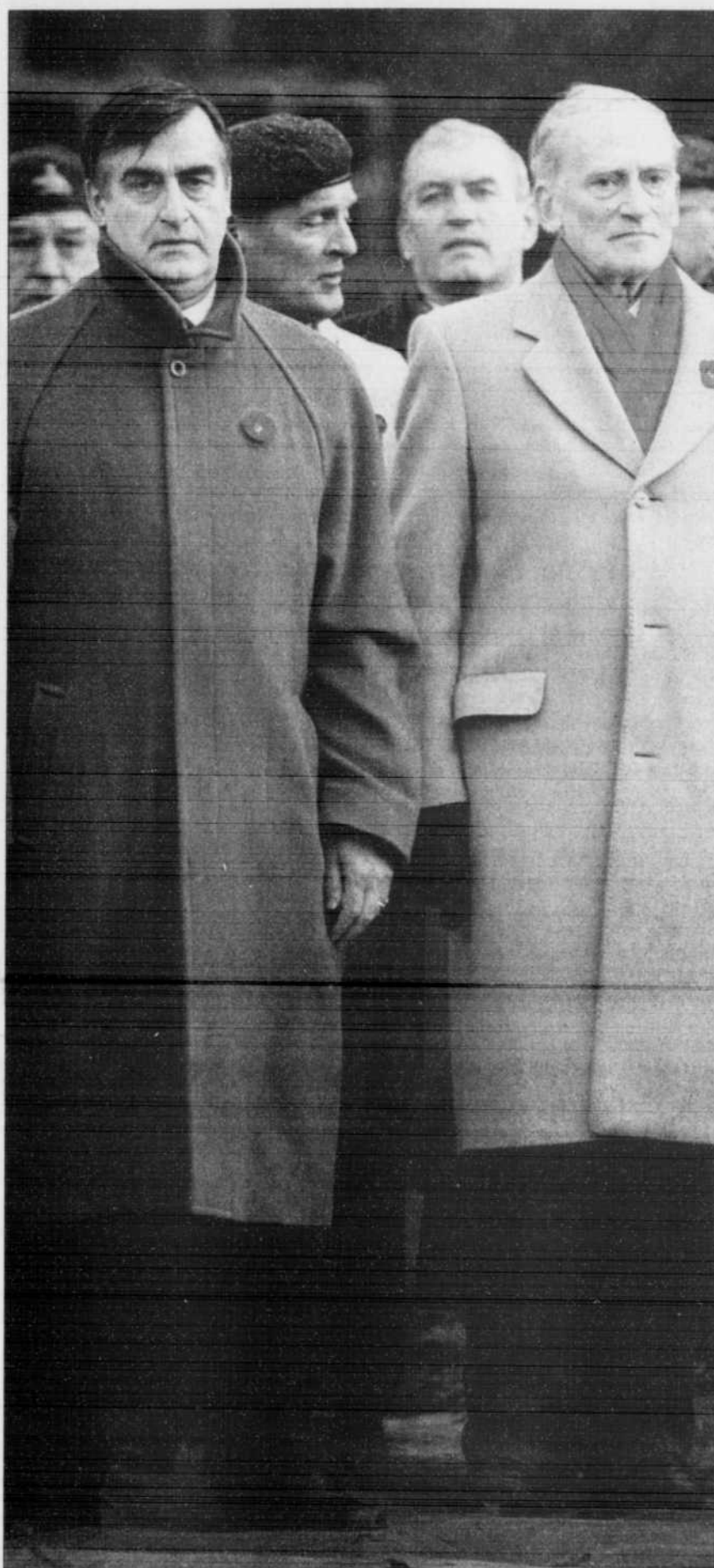
CITÉ DU VATICAN (AFP, Reuter) — Jean-Paul II a laissé entendre qu'il n'a pas eu d'amours d'adolescent avant son ordination sacerdotale, dans une courte autobiographie consacrée à sa vocation, qui sera publiée vendredi mais qui circulait déjà à Rome, hier. À l'époque, il était plutôt passionné de littérature et de théâtre.

Dans les 116 pages de son livre «Don et mystère», édité par la Librairie du Vatican et distribué dimanche aux cardinaux participant à sa messe d'anniversaire sacerdotale, le pape évoque ses années au lycée de Wadowice. «À cette époque de ma vie, ma vocation sacerdotale n'était pas encore mûre, bien que de nombreuses personnes autour de moi estimaient que je devais entrer au séminaire».

«Quelqu'un a pu sans doute supposer que, si un jeune montrant une disponibilité religieuse aussi évidente n'entrait pas au séminaire, c'était le signe que d'autres amours ou préférences étaient en jeu dans son cœur. En réalité, j'avais de nombreuses camarades de classe à l'école et les occasions de rencontrer des jeunes hommes et des jeunes filles ne me manquaient pas, à cause de mon engagement dans le groupe théâtral de l'éco-

Voir PAPE en A2

Jour du souvenir



LE SOLEIL, GILLES LAFOND

Le premier ministre Lucien Bouchard et le lieutenant-gouverneur du Québec, Jean-Louis Roux, se sont recueillis respectueusement près de la Croix du sacrifice, à Québec, pour que la génération actuelle se rappelle de tous ces soldats morts à la guerre pour que la liberté survive. Détails en page A 9.

La clôture des motards dérange à la paroisse de Neuville

CLAUDE VAILLANCOURT
Le Soleil

NEUVILLE — Le maire de la paroisse de Neuville, M. Claude Bouillon, ne tolérera pas la clôture que le club de motards Les Patriotes vient d'ériger autour de la propriété que l'organisation possède sur le chemin Lomer.

«Notre inspecteur municipal les a avertis qu'ils devront la démolir, a spécifié M. Bouillon au SOLEIL. Selon notre réglementation, toute clôture ne doit pas avoir plus de trois pieds de hauteur. En façade, elle doit être de qualité ornementale.»

Selon le maire de la paroisse de Neuville, la clôture de façade, juste sur la limite du terrain, «est en bois rough peinturé en vert» et fait six pieds de hauteur.

Sur les côtés et à l'arrière, la hauteur est également de six pieds.

«En façade, rajoute le maire, c'est définitif que c'est pas beau cet aménagement. Notre règlement est bien clair là-dessus. Ils devront l'enlever.»

Le maire de cette localité, reconnue comme paisible jette un oeil sévère sur les modifications que le club de

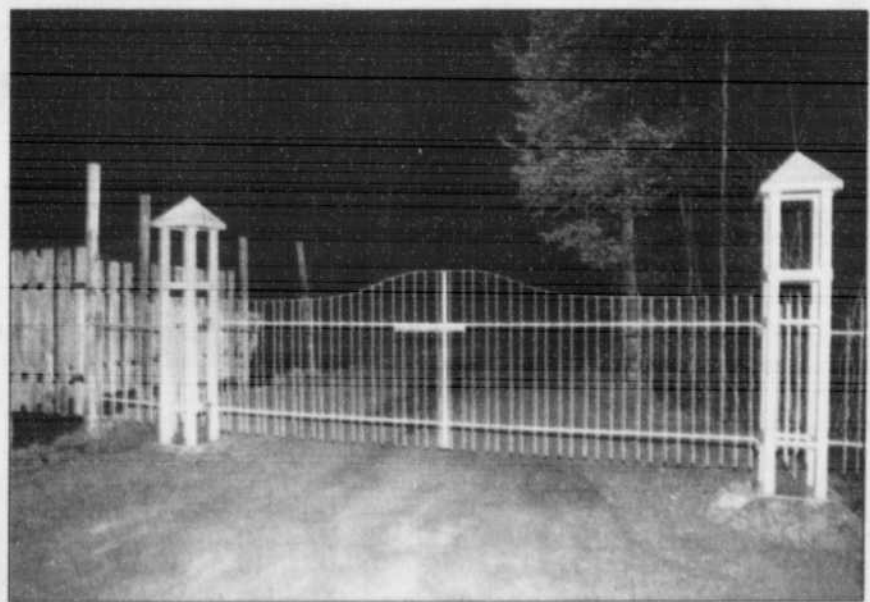
motards apporte à sa propriété d'autant plus que les rumeurs veulent que le groupe ait pris un virage pro-Hell's Angels depuis peu.

«J'ai demandé à la Sûreté du Québec de me tenir informé», fait savoir M. Bouillon.

«C'est évident que l'on a cette bande à l'oeil», confirme l'agent Camille Gagnon, de la SQ.

Sans affirmer ouvertement que les Patriotes de Neuville sont devenus

Voir MOTARDS en A2



La clôture litigieuse à la paroisse de Neuville.

LES LICENCIEMENTS DE FEMMES ENCEINTES

Une pratique interdite fréquente

ROBERT FLEURY
Le Soleil

■ QUÉBEC — Pas toujours jojo le marché du travail. Les femmes enceintes, ou qui risquent de le devenir, sont souvent ciblées par des employeurs qui n'hésitent pas à les congédier avant terme. Ils n'ont soudain plus de postes quand elles reviennent au travail. Quand l'Institut Canadien offre une formation sur leur congédiement, il risque donc de trouver un terrain fertile auprès de certains employeurs.

«Le problème du congédiement des salariées enceintes touche 21% des plaintes de ce type», dit Rosanne Dufour de la Commission des normes du travail. 511 cas sur 2253 qui touchent les pratiques interdites.

«Généralement, elles apprennent à leur retour au travail qu'elles ont été déplacées ou congédiées», dit Mme Dufour. La commission les défendra alors contre l'employeur. À moins qu'il ne s'agisse d'employés syndiqués.

21% des
plaintes
concernent
les femmes
enceintes

Mais il y a plus subtil. On met l'employée à la porte avant qu'elle n'ait atteint ses trois ans de «probation». Car après, la loi exige que l'employeur paie en partie pour son congé et la reprenne après son congé de maternité. Même des bureaux d'avocats pratiquent cette forme de discrimination en toute im-

Voir ENCEINTES en A2 ►

AUTRE TEXTE

□ La SQDM impuissante Page A 7

QUÉBEC

Autochtones

Après le homard, les Micmacs s'arrogent maintenant le droit de pêche des pétoncles.

PAGE A 7

LA MÉTÉO



Maximum 0, Minimum -7

Nuageux avec possibilités de chutes de neige. Demain, ensoleillé et froid. Détails page C 2

QUÉBEC, 100e ANNÉE, NO 313
FLORIDE, 1.60\$ US
MONTREAL, OTTAWA 70c PLUS T.P.S. T.V.Q.
60c PLUS T.P.S. T.V.Q.

SERVICES DE
GESTION
PRIVEE

Une longueur d'avance.

11 ANS

50 000\$ minimum
GARANTI

Taux sujet à modification
888-4200

7%

LES RETOURNÉS

ENCEINTES

Pas de plaintes

Suite de la Une

punité.

« J'ai des copines avocates à qui c'est arrivé. Un accouchement difficile. À leur retour, on avait engagé un gars à leur place ou bien on les envoyait dans un petit bureau sans fenêtre en leur retirant tout dossier d'importance pour les écoeurer », dit Denise M., une avocate qui a choisi d'élever ses enfants à la maison.

« Maintenant et de plus en plus, elles se font congédier avant d'avoir atteint leurs trois ans dans le bureau. Car l'employeur veut échapper au contrôle des Normes du travail. Et les filles ne disent rien car si elles se plaignent, qui va vouloir les embaucher ensuite dans les bureaux d'avocats ! C'est une jungle, tout le monde se connaît. Une pratique répandue dans de gros bureaux d'avocats, à part ça », dit-elle !

LA POINTE DE LICEBERG

Les employeurs ont appris à congédier sans laisser de traces. Et à livrer bataille devant les tribunaux à ceux qui contestent.

« Le congédiement sans cause, ce n'est pas nouveau mais disons que ça se fait plus ouvertement. Avant, les employeurs prenaient des cours pour empêcher la syndicalisation. Maintenant, ils apprennent à monter des dossiers pour congédier des employés. »

Me Gérard Morency est un avocat « syndical ». Il plaide régulièrement devant le Tribunal du travail pour défendre les droits de syndiqués FTQ.

« Les dossiers sont bien mieux montés maintenant. Les employeurs apprennent à s'immuniser contre les contestations de congédiement. Certains ont même recours aux vidéos,

aux agences de sécurité privées. Les dossiers de santé-sécurité sont les plus contestés. Les employeurs prétendent que l'employé n'est pas malade. Les cas de femmes enceintes, on voit ça fréquemment aussi », dit Me Morency.

« Il y a une forte tendance de droite et les employeurs en profitent. Tous ne vivent pas pourtant une situation économique difficile. Mais les travailleurs ont peur de perdre leur emploi, alors... », ajoute-t-il.

À LA CSN

À la CSN, le conseiller syndical plaideur, Georges-Étienne Tremblay, trouve aussi que les conditions de travail se sont dégradées. Surtout pour les employés à statut précaire.

« Il y a de plus de plus de congédiements administratifs. L'accidenté du travail, s'il demeure handicapé ou limité dans ses fonctions, ne peut pas retrouver de poste, si l'employeur refuse de lui en aménager un. Il préfère qu'il reste à la maison... Pour la femme enceinte, il n'a aucune difficulté à contourner la loi, il trouve des trucs », dit M. Tremblay.

« Il n'y a jamais eu autant de cliniques médicales industrielles, de bureaux d'investigation. Les employeurs n'hésitent plus maintenant à judiciaiser leurs cas. Ils contesteront les faits, les rapports médicaux. L'employé préférera travailler malade que se plaindre », dit le syndicaliste, dégoûté par toutes ces pratiques.

« Les employés ont de moins en moins de protection. Moins de chômage, des règles de CSST resserrées. Ils se sentent sous surveillance et ne déclarent plus rien. L'abondance d'employés fait que les employeurs préfèrent les remplacer que de remettre en question leur propre milieu de travail... », dit M. Tremblay.

MOTARDS

Tex Lecor

Suite de la Une

une organisation sous la férule des Hell's Angels de Saint-Nicolas, le policier signale que des gens appartenant aux Blatnois de Grand-Mère, un club école des Hell's, ont été aperçus depuis peu au local des Patriotes.

« On a également vu des gens qui fréquentent le motel Pont-Frontenac, un endroit fréquenté par les motards de Saint-Nicolas. »

« C'est vrai que chacun a droit à sa liberté de mouvement. Mais le motel Pont-Frontenac, c'est pas le Château Frontenac. Il y a des liens qui sont faciles à faire. »

À son avis, le club des Patriotes n'est pas « une organisation à problèmes » jusqu'à maintenant. « Mais, dit-il, il y a eu des griefs qui nous incitent à la prudence. »

Les Patriotes ont été fondés il y a une quinzaine d'années par l'artiste Tex Lecor. Ce dernier a toutefois quitté le groupe depuis quelques années.

EMPLOIS

Plus à Québec

Suite de la Une

teurs de l'État est passé de 39 818 à 35 151 dans la région de la capitale (- 4667) tandis qu'à Montréal ce chiffre est passé de 34 245 à 30 669 (- 3576).

Le ministre Rochon a souligné hier, la réduction de la taille du gouvernement a affecté toutes les régions du Québec « et que la disproportion n'est pas aussi grande qu'on le suggère entre Québec et Montréal ». Toutefois, il est aussi vrai, de dire le ministre, que la région a souffert davantage en raison de la concentration du nombre de fonctionnaires.

QUÉBEC CONTRE MONTRÉAL

Au cours de cette rencontre qui regroupait les neuf députés péquistes de la grande région de la Capitale, ceux-ci n'ont pas caché le fait que Québec doit constamment monter aux barricades pour défendre la présence de sièges sociaux.

Il y a des cas récents: la Régie de l'énergie, le Conseil des arts, le Conseil de presse. Dans le cas de la Régie de l'énergie dont les 50 postes étaient prévus initialement à Québec, le ministre Rochon affirme « on est peu sur la corde raide puisqu'elle est créée à partir de la Régie du gaz qui est à Montréal ».

Le caucus a fait des pressions sur le Conseil de presse mais, constate-t-on, « on ne peut les empêcher » de déménager.

Selon M. Rochon on ne peut parler de glissement vers Montréal mais la métropole dispose d'un pouvoir d'attraction qu'il faut contrer. Le député de Limoilou, Michel Rivard, a relevé pour sa part que l'investissement de 40 millions \$ de IAF Bio-Vac a été fait à Québec malgré des pressions à Montréal.

« Des fois on gagne, des fois on perd », mentionne-t-il, philosophe.

Raymond Brouillet de Chauveau ne peut que constater « qu'il y a du travail à faire là » quant à la volonté du conseil des ministres de favoriser Québec.

Fait à noter, la conférence de presse s'est déroulée à la villa Cataract, résidence de fonction, et non résidence, du premier ministre Bouchard.

Pour le reste, les députés ont fait le tour des projets économiques de la région dans la foulée du sommet de Montréal à mi-mandat.

Selon ce relevé, le plan Paillé a dépensé 73 millions \$ dans la région créant 5000 emplois.

Les projets les plus prometteurs se retrouvent dans le secteur audio-visuel avec Télé-Québec qui veut créer 200 emplois, la consolidation du transfert technologique (potentiel de 1000 emplois) et l'augmentation de l'approvisionnement régional. À ce chapitre on croit pouvoir susciter 1000 emplois en renforçant le réseau des fournisseurs locaux.

PAPE

Pas de fiancée

Suite de la Une

le. Mais le problème n'était pas là. À cette époque, j'étais épris de passion pour la littérature, surtout la littérature dramatique, et pour le théâtre », ajoute-t-il.

On a souvent parlé dans le passé d'une « fiancée » du jeune Karol Wojtyła. Dès 1979, le porte-parole du Vatican l'avait démenti. Les journalistes Carl Bernstein et Marco Politi, dans leur livre « Sainteté » sorti ces jours-ci, émettent parmi les amies de Karol Wojtyła, à l'époque du théâtre, une jeune fille juive très belle, Ginka Beer et Halina Krolikiewicz, fille du recteur du lycée. On sait aussi que le pape aimait beaucoup danser. Il était surtout passionné par la valse, la polka et de tango.

Ses pièces de théâtre consacrées à l'amour et son livre « Amour et responsabilité », écrit quand il était déjà professeur de théologie à Cracovie, ont contribué à alimenter les rumeurs sur des amours d'adolescent supposées du pape.

Mais en 1990, en répondant à l'un de ses biographes polonais qui avait affirmé que Karol Wojtyła retrouvait la grâce en se confessant, le souverain pontife a écrit que « retrouver » voulait dire l'avoir d'abord perdue, alors que lui, il n'avait jamais commis de péchés mortels. L'Église catholique considère notamment comme péché mortel les rapports sexuels avant le mariage.

Dans son autobiographie, Jean Paul II révèle également qu'il aurait voulu devenir carme. Il est toujours resté très dévoué à la Vierge du Carmel, dont il porte même aujourd'hui un « scapulaire » caché sous sa soutane, a-t-il affirmé.

Il révèle également qu'il a pris l'habitude de baisser le sol des endroits où il arrive en suivant l'exemple de Saint Jean-Marie Vianney. Pour la première fois il s'est mis à genoux pour baisser le sol le jour où, en 1948, il a pris possession de sa paroisse de Niegowic, près de Gdow, dans l'archidiocèse de Cracovie.

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A

La Capitale.....3 à 6
Le Québec et le Canada.....7 à 14
Le Monde.....15

CAHIER B

Questions d'argent.....1 à 8
Bourses.....4 et 5
Opinions.....6 et 7

CAHIER C

Mode Magazine.....1 et 5
Arts et spectacles.....6 à 14
Votre agenda.....6
Ce soir à la télé.....2
Annonces classées.....9 à 11
Décès.....11 et 12

CAHIER D SPORTS

Claude Larochelle.....1
Statistiques.....2 et 4
Jeux et B.D.....7

SERVICES

Abonnements.....686-3344
Annonces classées.....686-3311
Carrières et Professions.....686-3270
Promotion.....686-3342
Publicité Détaillants.....686-3435
Publicité générale.....686-3270
Rédaction.....686-3394
Renseignements.....686-3233

NUMÉROS CHANCEUX

LA QUOTIDIENNE

tirage du 11-10-96

1-4-7

5-0-2-4

EXTRA

795859

BANCO

tirage du 11-10-96

4-9-10-15-19-24-27-28-33-36-41-44-

45-46-54-55-59-62-63-66

RÉFLEXION

La vie sans farces est comme un voyage sans auberges. (Henri Pourrat, *Gaspard des montagnes*).

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe Unimédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Rand, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.



CANTS
NUBUCK ET GRELOT

48.00

Un gant sport, cuir brodé doublé peluche, original avec son attache cordon de cuir ajustable à grelot métallique. Noir, vison, cognac, kaki. P.m.g.

la maison
simons
PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX-QUÉBEC

VENTE JOURS D'AUTOMNE

au rabais

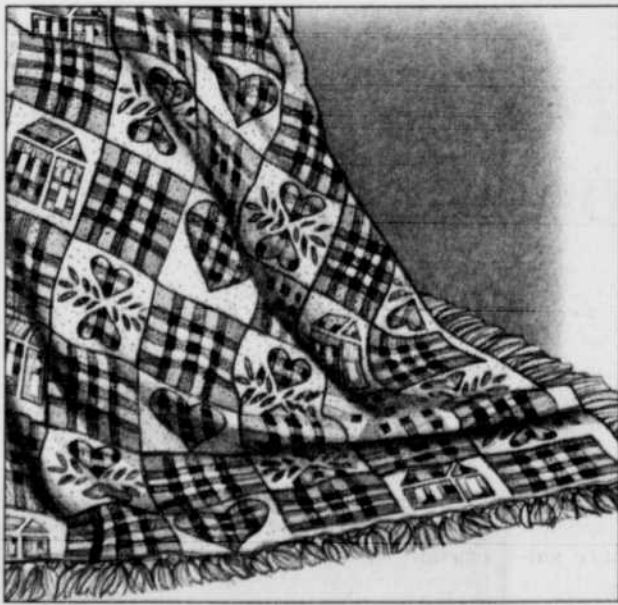


Une importation exclusive

LE DRAP EN FINETTE BOUQUETS

19.99 jumeau rég. 28.00*

Un tout nouvel imprimé à voir à la Lingère. Fleurs de campagne multicolores encadrées de treillis jaune soleil sur finette pur coton brossé prétréclée pour une tenue impeccable. Double 24.95, grand 29.95, tr. grand 34.95, tale st. 6.99, gr.tale 7.99

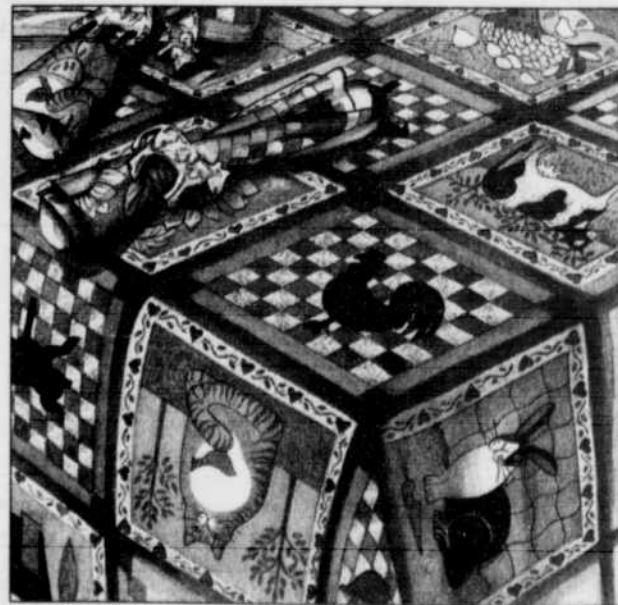


Valeur exceptionnelle

LE JETÉ COTON JACQUARDÉ

29.95 format 50" x 60"

Un magnifique élément décoratif qui rehausse toutes les pièces de la maison. La Lingère vous l'offre en 6 motifs différents sur des thèmes de tapisserie aztèques et florales. Une idée-cadeau idéale dans la boîte Simons!



Entretien plus que facile

LA NAPPE BASSE-COUR

24.95 52" x 70" rég. 35.00*

Recréez une ambiance champêtre d'autan avec cette nappe en polyester et coton aux riches coloris de bordeaux, forêt et caramel. 60" x 84" - 34.95, 60" x 104" - 39.95, 60" rond - 24.95, 52" x 52" - 19.99, serviette 4.99, anneau 4.99

la maison
simons
PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX-QUÉBEC

*Le prix régulier signifie le prix auquel cet article est habituellement vendu chez Simons et n'est une indication du prix auquel est vendue la majorité des articles en question.



LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS



RÈGLEMENT ANTITABAC

Commerçants furieux à Sillery

FRANÇOIS POULIOT
Le Soleil

■ SILLERY — Le projet de réglementation de la Ville de Sillery sur la protection des non-fumeurs ne fait pas un tabac chez les commerçants de la localité. En assemblée publique, quelques-uns d'entre eux ont fait sentir aux élus qu'ils craignaient qu'une simple incitation locale à écraser ne vienne en fait aussi écraser leur chiffre d'affaires...

Majoritairement, l'assemblée d'hier s'est montrée favorable à la nouvelle politique antitabac présentée par la commission de l'environnement. Des citoyens ont même trouvé qu'elle n'allait pas encore assez loin. Mais les commerçants de Sillery n'y étaient pas conviés. C'est ce soir qu'ils s'adresseront officiellement aux élus, au cours d'une assemblée spéciale.

On peut déjà prévoir des discussions animées. «Lorsque nous avons soumis le projet à nos membres, tout le monde (45) a voté contre à l'exception de deux personnes. Il y a eu quelques modifications, mais je ne crois pas que ça change leur position», a expliqué le président du Regroupement des marchands de la rue Maguire, Marcel Marois.

Au total, l'organisme représente quelque 150 commerçants de l'artère commerciale de Sillery.

«RUE DURE À TRAVAILLER»

Dans les coulisses, un restaurateur avait visiblement déjà fait son lit. «La rue Maguire est dure à faire travailler, il ne faut pas faire fermer les commerces. Ça fait 15 ans que je suis dans la restauration et je peux vous dire que plus de 60 % des gens qui fréquentent les restaurants sont des fumeurs. Ce n'est pas vrai que dans une salle de 70 places, faire des sections non-fumeur ça va empêcher la fumée de voyager chez les non-fumeurs», a-t-il plaidé en se disant lui-même non-fumeur.

Le projet de réglementation de Sillery n'interdit pas totalement la cigarette dans les restaurants. Il stipule plutôt qu'au 1^{er} mai 1997, les établissements devront avoir une section non-fumeur égale à 25 % de leur capacité d'accueil. La norme passera à 50 % en 1998.

Dans ses grandes lignes, il interdit aussi de fumer dans les aires de service de tout établissement commercial, à l'exception des bars et restaurants. La cigarette est de même bannie des files d'attente, salles d'attente, ascenseurs, escaliers, bâtiments municipaux et assemblées publiques. Dans ce dernier cas cependant, une exception est faite si les membres d'un groupe déterminé se mettent d'accord pour l'autoriser. C'est donc dire que lors d'un bingo, on pourrait lever l'interdit de fumer.

Les contrevenants à la future réglementation s'exposeraient à des peines allant de 50 \$ à 1000 \$ pour les personnes physiques et de 150 \$ à 2000 \$ pour les personnes morales. En cas de récidive, les maximums payables doublent.

Les arguments en faveur d'un resserrement des mesures antitabac sont venus nombreux, hier soir, pour appuyer le projet de la Ville. Celle-ci avait convié au moins trois professionnels de la santé qui, à coups de statistiques, sont venus passer à tabac la cigarette. Selon le Dr Paul Lachance, du Centre de santé publique, celle-ci fait chaque année 10000 victimes au Canada.

Pétition de faillite pour le Tortillard

DENIS GAUTHIER
Collaboration spécial

■ POINTE-AU-PIC — Aux prises avec d'importants problèmes de liquidités, le Tortillard du Saint-Laurent est menacé de faillite. Un créancier s'est adressé à la cour supérieure, la semaine dernière, pour obtenir cession des biens de l'entreprise, alors que la Banque de Montréal réclame, par mise en demeure, les paiements en retard sur des prêts totalisant 775 000 \$.

Les Trains touristiques du Saint-Laurent appartiennent à 19 actionnaires provenant majoritairement de la région de Québec. Ils doivent se réunir, cette semaine, pour déterminer s'ils présenteront un plan de relance pour remettre l'entreprise sur les rails. En 1995, ils avaient investi 525 000 \$ pour lancer cette affaire.

Alors que les chiffres de la prévente laissent entrevoir une saison du tonnerre, le petit train de Charlevoix a terminé la saison en queue de poisson.

Il a mis fin à ses activités au début de septembre, soit cinq semaines plus tôt que prévu.

À la mi-août, des divergences profondes sur la façon de gérer l'entreprise divisaient le conseil d'administration, ce qui a entraîné la démission du président et du directeur général. Ceux qui ont pris les rênes de l'entreprise ont sabré dans les frais d'exploitation, refusant de réinvestir dans un plan de marketing pour mousser les voyages de l'automne. Le Tortillard a donc roulé à vide dès les lendemains de la fête du Travail.

Le train touristique avait pourtant connu une saison honorable, compte tenu de l'important ralentissement de l'activité touristique dans Charlevoix

et au Saguenay à la suite du déluge du 20 juillet. À la fin d'août, il avait transporté 40 000 passagers, soit sensiblement le même nombre qu'à sa première saison, en 1995, et il restait encore six semaines d'activités. La déconfiture de la fin de saison a toutefois précipité l'entreprise dans un gouffre la privant d'importants revenus alors que la majorité des frais fixes étaient déjà engagés.

Le transporteur avait enregistré des pertes de 82 000 \$ à sa première année

d'activité. Le déficit de la dernière saison serait toutefois quatre fois plus important. Le requérant qui s'est adressé à la cour supérieure a identifié pour 515 000 \$ de créances ordinaires.

Il a été impossible d'obtenir les commentaires des dirigeants de l'entreprise puisque, depuis une dizaine de jours, plus personne ne répond au téléphone au siège social du Tortillard, à Québec.

Le train touristique embauchait 40 personnes et il générait autant d'emplois chez les sous-traitants. En 1995, le chiffre d'affaires de l'entreprise avait été de 2,4 millions \$. La requête en pétition de faillite doit être entendue le 20 novembre.

Vers une chasse record au Bas-St-Laurent



COLLABORATION SPÉCIALE, ERNIE WELLS

Jean-François Hins, Dany Morin et Roland Hins affichent un tableau de chasse parfait, à la suite de leur séjour à la Seigneurie Nicolas-Riou, près de Rimouski. Durant leur excursion de quatre jours, ils ont dénombré 40 cerfs dans leur zone. La chasse sportive du cerf de Virginie, interdite depuis 1993, connaît un succès historique au Bas-Saint-Laurent. Dans les annales de la chasse, le sommet de la récolte date de 1962. Les chasseurs avaient alors prélevé 1300 chevreuils. Vendredi, avant le début de la seconde fin de semaine de chasse, le bureau régional du ministère de l'Environnement et de la Faune faisait état d'une récolte de 1059 cerfs dans la zone de chasse numéro 2, c'est-à-dire dans le territoire s'étendant entre La Pocatière à l'ouest et la rivière Matapédia, à l'est. Et ce, avec encore six jours de chasse à venir puisque la saison se termine dimanche. Le MEF estimait à 6200 la population de cerfs à la reprise de la chasse, le 3 novembre. Les biologistes prévoyaient une récolte globale de 500 chevreuils. Si les conditions se maintiennent, on s'attend à ce que le prélèvement atteigne 1500 cerfs. Le succès obtenu à date dirige les chasseurs vers un record, du moins depuis 1962, année où les chasseurs avaient prélevé 1300 cerfs dont 907 mâles. Dans les années 1980, la récolte moyenne était de 600 cerfs par an. La pire saison aura été en 1992, dernière année avant l'interdit, avec 287 chevreuils abattus. E. W.

Gel des taxes à Loretteville

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

LORETTEVILLE — Même si le maire l'exprime comme un espoir, il faut prendre pour acquis que les contribuables de Loretteville bénéficieront d'un gel du compte de taxes moyen en 1997.

Le budget sera présenté le 16 décembre et le maire Denis Giguère dit qu'il doit faire face à un imprévu, à savoir une baisse de l'évaluation municipale.

Mais, année d'élections aidant, et stimulé par l'annonce de gel dans plusieurs autres municipalités de la Communauté urbaine (CUQ), M. Giguère n'aura probablement d'autre choix d'annoncer que le compte de taxes moyen sera le même «pour la cinquième année consécutive».

Le rapport du maire fait voir que la dette nette de la municipalité était de 20 495 619 \$ auquel montant il faut ajouter 2 048 996 \$ pour la quote-part de Loretteville à la dette de la CUQ et 702 929 \$ pour la quote-part à la dette de la Régie intermunicipale de la Haute-Saint-Charles. Ça fait un endettement global de 23 247 544 \$.

Le service de la dette grugeait quelque 21,8 % du budget en 1995. Pour 1996, on y a prévu 2977 605 \$ ou 21,7 % d'un budget de 13 692 958 \$.

Loretteville connaît, par ailleurs, une situation qui fait que le gros du fardeau fiscal repose sur le secteur résidentiel. Le maire a expliqué que les revenus de taxes du secteur commercial ne représentent que 8,7 %.

DISCUSSIONS ET CHICANES

Une assemblée du conseil municipal à Loretteville fournit toujours son lot de fortes discussions pour ne pas dire de chicanes. Hier soir encore, des conseillers représentant l'opposition ont scruté le discours du maire pour critiquer le choix de ses mots, dont «prudents» et «innovateurs». Ils pensent que le maire n'a pas été très prudent dans ses prévisions pour 1996. Ils faisaient référence à des travaux publics et d'infrastructures qui devaient coûter 1,4 million \$ mais qui en ont finalement coûté 2,5 millions \$. Certains ont laissé entendre que le maire s'était contenté d'une «attitude attentiste» dans le dossier du projet d'un axe est-ouest. M. Giguère a rétorqué que Loretteville avait entre autres fait accepter la participation de la CUQ à une étude de faisabilité.

Les élections ne se tiendront qu'en novembre 1997, mais déjà la fièvre électorale semble s'être emparée de certains membres du conseil.

Vaste offensive pour le tourisme hivernal à Québec

FRANÇOIS POULIOT
Le Soleil

QUÉBEC — Aux prises avec des taux d'occupation hôtelière variant entre 35 % et 55 % en période hivernale, l'Office du tourisme et des congrès de la CUQ y va d'une offensive publicitaire de 1,3 million \$ pour relever la fréquentation touristique dans la région. L'objectif? Une hausse de 4 % et des retombées économiques de 5 millions \$.

C'est sur les marchés de Montréal, Hull/Ottawa, Chicoutimi/Jonquière et surtout celui du Nord-Est américain que l'OTCCUQ focalise le tir.

Un nouveau concept de forfaits hôtelier, baptisé «Passion Québec», est utilisé comme élément support.

600 000 \$ seront dépensés sur le marché canadien. Des messages publicitaires pourront être vus sur les autobus de la métropole et dans les journaux *La Presse* (une page pendant 23 semaines le samedi), *Voir*, *Progrès Dimanche* et *Le Droit*. Une promotion radio tablant sur le tirage de 40 forfaits dans la capitale aura aussi cours sur les ondes de la radio KCOI-FM.

700 000 \$ serviront par ailleurs à faire la promotion de la région de Québec chez nos voisins du Sud.

Des encarts publicitaires seront placés dans *Ski Magazine*, *Skiing Magazine* et *Snow Country*. S'ajouteront neuf parutions d'une demi-page dans le *Boston Globe* et sept dans le *New York Times*. Plusieurs activités promotionnelles sont annoncées pour Boston, Hartford, Providence et New York. L'une de celles-ci amènera notamment la chorale V'la l'Bon Vent et Bonhomme Carnaval à l'émission *Good Morning America*. L'événement est prévu fin novembre.

En parallèle des campagnes radio-phoniques seront menées pendant quatre semaines sur WBZ Radio, de Boston, et pendant neuf semaines en Nouvelle-Angleterre sur Knight Quality Stations.

L'objectif en mire est d'augmenter de 30 000 (ou 4 %) le nombre de nuitées dans les hôtels de la région entre novembre et mars. «On estime à 150 \$ par

nuitée les retombées sur la région. Globalement, ça veut dire 5 millions \$», a indiqué, hier, le directeur général de l'office, Pierre Labrie.

Une offre de forfaits sous-tend ces deux efforts promotionnels. Le dépliant *Passion Québec* contient des propositions d'une vingtaine d'établissements hôteliers de la région de Québec. S'y greffent d'autres rabais spéciaux d'une valeur totale de 249 \$, qui touchent tantôt des visites de musées, tantôt des repas au restaurant.

«En janvier, le taux d'occupation n'est que de 34,7 % dans la région de Québec alors qu'en été, il dépasse 80 %. C'est en hiver qu'il y a le plus de gain à faire», estime le directeur général de l'Office, Pierre Labrie.

C'est la première campagne du genre que mène l'organisme. Il faut dire que

c'est aussi la première fois qu'il est outillé financièrement pour le faire.

Des 1,3 million \$ nécessaires, 540 000 \$ proviennent d'une nouvelle enveloppe de promotion touristique débloquée par le gouvernement du Québec. Celle-ci fait suite aux doléances de la Ville de Québec et de l'Office qui demandaient compensation pour les efforts de promotion menés par Loto-Québec dans les régions de Charlevoix, Hull et Montréal (casinos).

C'est 6 millions \$ sur trois ans, à raison de 2 millions \$ par année, que Québec consent pour vanter les charmes de la région. De cette somme, 1,2 million \$ ira chaque année dans les coffres de l'OTCCUQ alors que le reste sera dépensé par le gouvernement lui-même dans des projets spécifiques.

Cet argent arrive à propos, au dire du directeur général Pierre Labrie. Il signale que, depuis 1984, le tourisme d'affaires dans la région de Québec est tombé de 80 000 à 40 000 nuitées par année.

Outre Québec, la Commission canadienne du tourisme participe aussi au projet pour 240 000 \$.

En marge de ce projet, l'organisme touristique a aussi annoncé que la promenade des Gouverneurs serait ouverte au public, cet hiver.



Bonhomme apparaîtra à l'émission «Good Morning America».

AGRESSION AU
SUPER BROUE PLUSLa police
tente de
produire un
portrait-
robotCLAUDETTE SAMSON
Le Soleil

QUÉBEC — La police de Sainte-Foy tente actuellement de produire un portrait-robot du tireur qui a fait feu, le mercredi 30 octobre, sur des clients du resto-bar Super Broue Plus, sur le boulevard Hamel. Les enquêteurs sont cependant toujours dans le noir quant aux motifs de cette agression.

Pour l'instant, confirmait hier le porte-parole de la police Martin-Guy Trépanier, un premier portrait a été produit à partir des indications fournies par un témoin se trouvant dans l'établissement où trois personnes ont été blessées. Un deuxième témoin a fourni sa propre description vendredi, et un autre donnera la sienne ces jours-ci.

À partir de toutes ces données, un technicien de la Sûreté du Québec doit produire une image qui, si elle est jugée ressemblante dans une proportion de 80 %, pourrait être diffusée publiquement. « Dans le cas contraire, ça ressemblerait trop à M. Tout-le-Monde », précise le porte-parole.

Les policiers n'ont toujours pas interrogé la troisième des victimes de cet attentat, un homme de 33 ans blessé à un oeil, et qui en perdra d'ailleurs l'usage. On le maintient dans un état semi-comateux pour lui éviter des souffrances excessives.

Quant aux deux autres personnes, au moins l'une, blessée à un bras, semble avoir été atteinte de façon tout à fait accidentelle. L'autre, âgée de 36 ans et touchée au dos, aurait déclaré ne rien savoir des motifs de cette agression, selon ce que rapporte M. Trépanier.

La thèse du règlement de comptes, évoquée dès le soir de la fusillade, apparaît donc difficile à relier à quelque indice. De fait, les policiers déplorent ne même pas pouvoir affirmer avec certitude que les deux personnes étaient visées, ou s'il n'y en avait qu'une seule, ni pouvoir les relier à une quelconque activité ou bande criminalisée. Pas d'indice non plus de présence d'une histoire passionnelle.

Et si jamais les trois descriptions fournies par autant de témoins ne permettent pas d'élaborer un portrait-robot suffisamment fidèle, alors le « brouillard » sera total, admet le policier.

Mme Rita
Pouliot-Poulin

QUÉBEC

Pas encore retrouvée

L'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées considère comme un cas sérieux de protection que l'on doit accorder à une personne faible, démunie et malade l'attention que l'on doit porter à la disparition de Mme Rita Pouliot-Poulin, qui n'a pas été vue depuis le 27 octobre. Âgée de 80 ans et souffrant de la maladie d'Alzheimer, elle mesure 5 pieds et 4 pouces et pèse 130 livres. Porteuse de bracelets Medic-Alert, elle a des cheveux couleur poivre et sel et portait un imperméable gris. Elle vivait à la résidence La Champenoise. Toute information sera accueillie au (418) 691-3918. C.V.

Appel à la bombe

Un appel à la bombe visant le Roi du billard, un établissement situé au 320, Saint-Joseph est, et bien connu des policiers, a été logé dimanche. Il était 20h50 lorsqu'une personne appelant au 9-1-1 a soutenu qu'une bombe sauterait à cet endroit. Après vérification, la police n'a rien trouvé. L'établissement, où de fréquentes arrestations pour trafic de stupéfiants ont eu lieu dans le passé, n'a pas été évacué. Dans le contexte actuel, où les bandes criminalisées multiplient les véritables attentats à la bombe, c'est là une décision qui peut surprendre. « Ce n'est jamais nous (la police) qui prenons la décision d'évacuer un établissement », stipulait, hier, la porte-parole de la police de Québec, Darie Bertrand. « Ça dépend toujours du patron de la boîte. La police doit l'avertir de la menace, et c'est lui qui décide si on doit fouiller ou non, évacuer ou non. Souvent, ajoute-t-elle, les employés sont mieux placés pour savoir s'il y a effectivement quelque chose d'anormal. Dans ce cas-là, il s'agit d'un petit local, dont on a vite fait le tour. » C.S.

Vol et incendie criminel

Des voleurs qui sont partis avec le coffre-fort de la brochette Chez Gréco, située au 15, Marie-de-l'Incarnation, à Québec, auraient tenté de mettre le feu à l'établissement, mais ont été déjoués par le système de gicleurs automatiques. Le déclenchement du système d'alarme a alerté les pompiers qui, à leur arrivée vers 8h15 dimanche, ont vu que la porte arrière du restaurant avait été forcée. À l'intérieur, le gérant de l'établissement a constaté que le coffre-fort avait été arraché et emporté. Une odeur d'essence flottait dans l'air. Selon la porte-parole de la sûreté municipale, Darie Bertrand, des morceaux de tissus ont été imbibés d'essence et le feu déclenché par un système de minuterie. Les gicleurs automatiques ont permis de circonscire grandement les dégâts. C'est la première fois, selon Mme Bertrand, qu'un tel incident est rapporté à Québec. C.S.

SAINT-GEORGES

Souper-concert au profit de
l'église Saint-Paul

Plusieurs artistes, tels Michelle Bolduc, Vincent Quirion, France Duval et Bruno Laplante seront du souper-concert au Georgesville, samedi, à Saint-Georges de Beauce, au profit de l'église Saint-Paul-de-Cumberland. Le clou de l'événement: une peinture à l'huile de Mme Cécile Grondin-Gamache fera l'objet d'un tirage. Pour réserver, on contacte le (418) 227-3000 ou le (418) 228-7210. L.D.

Les grands travaux débutent à Saint-Lambert



LE SOLEIL, CLEMENT THIBEAULT

Saint-Lambert de Lauzon vit à l'heure du grand dérangement. Le préfet de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière, Gilles Boutin, la ministre Denise Carrier-Perreault et le maire Jean-Guy Vachon ont procédé, hier, à la première pelletée de terre symbolique pour marquer le début des travaux de construction du réseau d'aqueduc et d'égouts au coût de 6,5 millions \$.

Plusieurs travaux, dont la construction d'un réservoir sur les terrains de l'hôtel de ville sont déjà en cours. Ceux qui affecteront la circulation automobile ne débuteront qu'en avril 1997. Le contracteur, Construction BML, prévoit terminer les travaux à l'automne. Ce projet, qui bénéficie de subventions gouvernementales de 3,4 millions \$, a nécessité la tenue de deux référendums. P.P.

QUÉBEC

Le funiculaire mis
sous scellés

La Régie du bâtiment fera examiner les pièces défectueuses du funiculaire de la terrasse Dufferin par une firme indépendante d'ingénieurs. Un appel d'offres sera lancé afin de choisir les experts appelés à compléter l'enquête de la régie, annonçait hier la station de radio CHOI-FM. L'examen, qui pourrait durer deux mois, portera sur le câble et le frein d'urgence; ce rapport sera confidentiel. La Régie du bâtiment a aussi mis les scellés sur les lieux, qui ne sont plus accessibles, même au propriétaire. Par ailleurs, TVA révélait, hier encore, que le couple de résidents de Saint-Pierre-les-Becquets blessés dans l'accident déposera une poursuite contre le propriétaire du funiculaire et la compagnie Otis, chargée de son entretien.

centres de motoneige Laurentides Sport et SM Sport et le centre de glissade du Village des Sports apparaissent aussi au nombre des destinations. Le coût sera de 18 \$ par personne, aller-retour entre le centre-ville et l'endroit choisi. Le tarif sera de 22 \$ pour ceux qui partiront de Sainte-Foy. Les passagers devront réserver leur place de taxi et se procurer des billets avant 7h30 le matin du départ au comptoir d'accueil d'un des intervenants participants ou dans les centres d'information touristique. Les départs s'effectueront des hôtels suivants: Loews le Concorde, Clarendon, Manoir Victoria, l'Hôtel des Gouverneurs (Québec), le Ramada Québec Centre-ville, le Hilton Québec, le Château Frontenac et l'Hôtel Plaza (Sainte-Foy). F.P.

Nouveaux partenaires

Le maire de Québec et président de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM), M. Jean-Paul L'Allier, a signé, hier, trois protocoles d'entente avec le Musée de la civilisation, l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI) et l'université Laval, dont l'objectif est de favoriser le développement de l'OVPM. L'université Laval entend collaborer à des projets de recherche et de formation. Le Musée de la civilisation tiendra, bien sûr, des activités muséales et favorisera son jumelage avec un musée situé dans une des villes membres de l'OVPM. L'OUI agira comme ambassadeur ad hoc de l'OVPM, lors de missions et de tournées en Amérique latine, pour promouvoir la contribution des universités à la mise en valeur des villes du patrimoine mondial par l'échange d'information.

Le Salon
action-emploi-jeunesseM. Yvan Caron
Président de la
Fédération des causes
populaires Desjardins

15-16 novembre 1996

Venez découvrir les possibilités que vous offre le marché du travail et rencontrez nos nombreux exposants:

Partenaires majeurs:

- Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
- Société québécoise de développement de la main-d'œuvre de Québec de la Chaudière-Appalaches et du Nord-du-Québec
- Développement des ressources humaines Canada

Commanditaires associés:

- Fédération des causes populaires Desjardins de Québec
- TVQ
- LE SOLEIL
- COLLÈGE CDI
- CLICNET

Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec
M. Roger Bertrand, ministre délégué au Revenu
M. Jean Rochon, ministre responsable région de Québec



FORUM RÉGIONAL POUR L'EMPLOI

PRÉSENTE

Orientation

Tendances
du marché
du travailPartir en
affairesTechniques de
recherche
d'emploi

SUR PLACE:

Conseils
professionnels

Tests

Mini-
conférencesGuichets
d'emploi

Internet

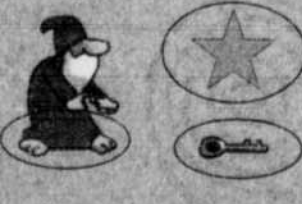
ANIMATION:

Regroupement
des organismes
de travail
(ROT)Les organismes
d'aide au
démarrage
d'entreprisesApportez
votre C.V.,
projets
d'affaires, ...2^e éditionNombreux prix
de participationLe vendredi 15 novembre
11h à 21hLe samedi 16 novembre
11h à 17hYMCA, 650 avenue Laurier,
Québec
(entre le Manège militaire
et l'hôtel Le Concorde)Accès par les circuits
d'autobus Grande Allée
et Parlement
Stationnement gratuit à l'arrière du Manège

PORTE-PAROLE

M. Martin Dallaire
CHIK-FMConcours
"CHATOUILLONS
le père Noël"

Dans le journal d'aujourd'hui, retrouve la page du père Noël qui sommeille, trouve le lutin aux pieds nus, la clef et l'étoile de Noël et encercle-les en y joignant le coupon de participation.



À GAGNER

Être l'un des 8 figurants dans la charade Le Soleil du défilé du père Noël le 24 novembre. Tirage le 19 novembre à 14h. Les figurants devront être âgés de 8 à 12 ans inclusivement.

GRAND PRIX (Tous les âges)

La poche de cadeaux du père Noël d'une valeur de 1500\$ en cadeaux. Tirage le 29 novembre à 14h. Les figurants seront admissibles au grand prix.



Poster à:
concours "Chatouillons le père Noël"
C.P. 15170, Québec (Québec) G1K 7X2
ou déposer au:
925, chemin St-Louis, Québec

LE SOLEIL

Nom de l'enfant: _____
Nom du parent: _____
Adresse: _____
Ville: _____ Code postal: _____
Tél. Rés.: _____ Bur.: _____
Âge: _____
Règlements disponibles au Soleil. Un seul coupon par enveloppe.

Dimanche
24 novembre à 11h LE SOLEIL

Le père Noël défile en ville, sur la route de l'Église et boulevard Laurier

Coop d'habitation à l'îlot Berthelot

Benôit Routhier
Le Soleil

■ QUÉBEC — Tandis qu'une coopérative d'habitation verra à restaurer quatre immeubles existants à l'îlot Berthelot et à gérer les deux autres, une Société de développement cherchera des promoteurs pour construire de l'habitation sur les terrains vacants.

Le conseiller exécutif responsable du dossier à Québec, M. Jacques Fiset, a expliqué, hier, que les gens du quartier ont déjà formé une coopérative d'habitation pour assurer la restauration de quatre immeubles du secteur et gérer deux autres qui doivent faire partie d'un plan de redéveloppement futur. La restauration se fera via les programmes municipaux d'aide à la restauration. Un volet spécifique pour les coopératives fait que celles-ci bénéficient de subventions représentant 75% des travaux admissibles.

Les gens du quartier ont aussi accepté de participer à une Société de développement qui ira en appel d'offres pour construire des édifices qui abriteront surtout des logements,

mais aussi du commerce au rez-de-chaussée pour ceux ayant façade sur le boulevard René-Lévesque.

À sa dernière assemblée, le conseil municipal a accepté de mettre 1 025 000 \$ dans l'achat de l'îlot Berthelot, qui fait depuis longtemps figure de symbole de la résistance du secteur résidentiel face aux pressions du secteur commercial et institutionnel.

La Ville a conclu une entente de principe avec le syndicat qui a la propriété de l'îlot depuis la faillite d'une compagnie à numéro. « Dans un premier temps, dit M. Fiset, on nous demandait 2,8 millions \$, soit la valeur d'un prêt hypothécaire de l'Union des banques suisses, plus 375 000 \$, représentant les taxes impayées. L'entente s'est conclue à 1 025 000 \$ et le syndicat paiera les taxes.

Ainsi la Ville s'assure que le quadrilatère gardera sa vocation résidentielle, dit M. Fiset qui croit que le développement de tout l'îlot pourra drainer entre 4 et 5 millions \$.

De son côté le conseiller indépendant de Saint-Roch, M. Réjean Lemoine, dit espérer que ce projet « ne sera pas une ballonne électorale comme l'est le projet de l'Espace Saint-Roch depuis 1989 ».

L'îlot Berthelot est situé entre les rues Saint-Michel, René-Lévesque, Berthelot et Saint Patrick.

Les
subventions
couvriront
jusqu'à 75%
des travaux

Heurtée par une auto



COLLABORATION SPÉCIALE, STÉPHANE VERREULT

Une jeune femme de 18 ans a reçu de graves blessures aux jambes et aux bras, hier après-midi, à l'intersection des rues Plante et Beaucauge, à Vanier, après avoir été heurtée par une auto. La piétonne, selon les premiers rapports policiers, n'a pas emprunté la voie qu'offrait à proximité un brigadier scolaire chargé de la sécurité des enfants à la sortie des écoles. C. V.

Pas d'avocat pour la défendre

Marc Larouche
Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le refus des avocats de pratique privée d'accepter des dossiers d'aide juridique commence à avoir des effets néfastes. Au palais de justice de Rivière-du-Loup, hier, une jeune dame accusée de voie de faits et admissible au régime d'aide juridique n'a pu trouver personne pour la défendre, puisque le seul avocat ayant pu le faire dans la région représente déjà la partie adverse. Aucun avocat de pratique privée n'a accepté le dossier, puisqu'ils ont tous signé la formule de désengagement.

« Avant, lorsque nous acceptions des mandats d'aide juridique, nous étions souvent payés le quart de ce que la cause nous aurait rapporté au privé », dit M. Jean Desjardins, responsable du comité plénier des avocats de pratique privée pour l'Est. « Avec la réforme, ces montants sont amputés dans une proportion variant entre 10 et 70%. De plus, un décret stipule que nous devons aller chercher nous-mêmes les sommes qui nous sont dues ce qui est inadmissible », mentionne l'avocat, qui représente plus de 200 de ses confrères de l'Est.

Selon Jean Desjardins, l'accusée aura beaucoup de difficulté à trouver un avocat. Le mouvement se généraliserait à tout le Québec. Demain, les avocats de Montréal refuseront eux aussi d'accepter des mandats de l'aide juridique

PORTNEUF

La pluie aurait fait une victime

Claudette Samson
Le Soleil

QUÉBEC — Les inondations de la fin de semaine pourraient avoir fait une victime dans le comté de Portneuf. Hier, les plongeurs de la Sûreté du Québec ont cherché en vain le corps d'un homme de 25 ans, qui pourrait avoir été emporté par les eaux gonflées de la rivière Blanche. Sa voiture a été retrouvée abandonnée à proximité du cours d'eau.

Gilles Baril a été vu la dernière fois lors de son départ d'un bar de Saint-Ubalde, un peu après minuit dimanche. Selon toute vraisemblance, l'homme, qui habite Saint-Thuribe, a perdu le contrôle de son véhicule dans le rang

Saint-Joseph, à un endroit où la rivière était sortie de son lit. Il a alors fait de l'aquaplaning et s'est retrouvé dans le fossé après avoir complètement tourné sur lui-même. Il est sorti de son véhicule, emportant même ses clés avec lui.

La police croit que, désorienté, il a alors pris la direction de la rivière. « Il pourrait avoir été emporté par le courant », soumet Camille Gagnon, de la SQ.

Dimanche, un hélicoptère de la Sûreté du Québec a survolé le secteur, et des bénévoles ont ratissé le secteur, en vain. Des plongeurs de la SQ ont pris le relais, hier, mais sont eux aussi rentrés bredouilles.

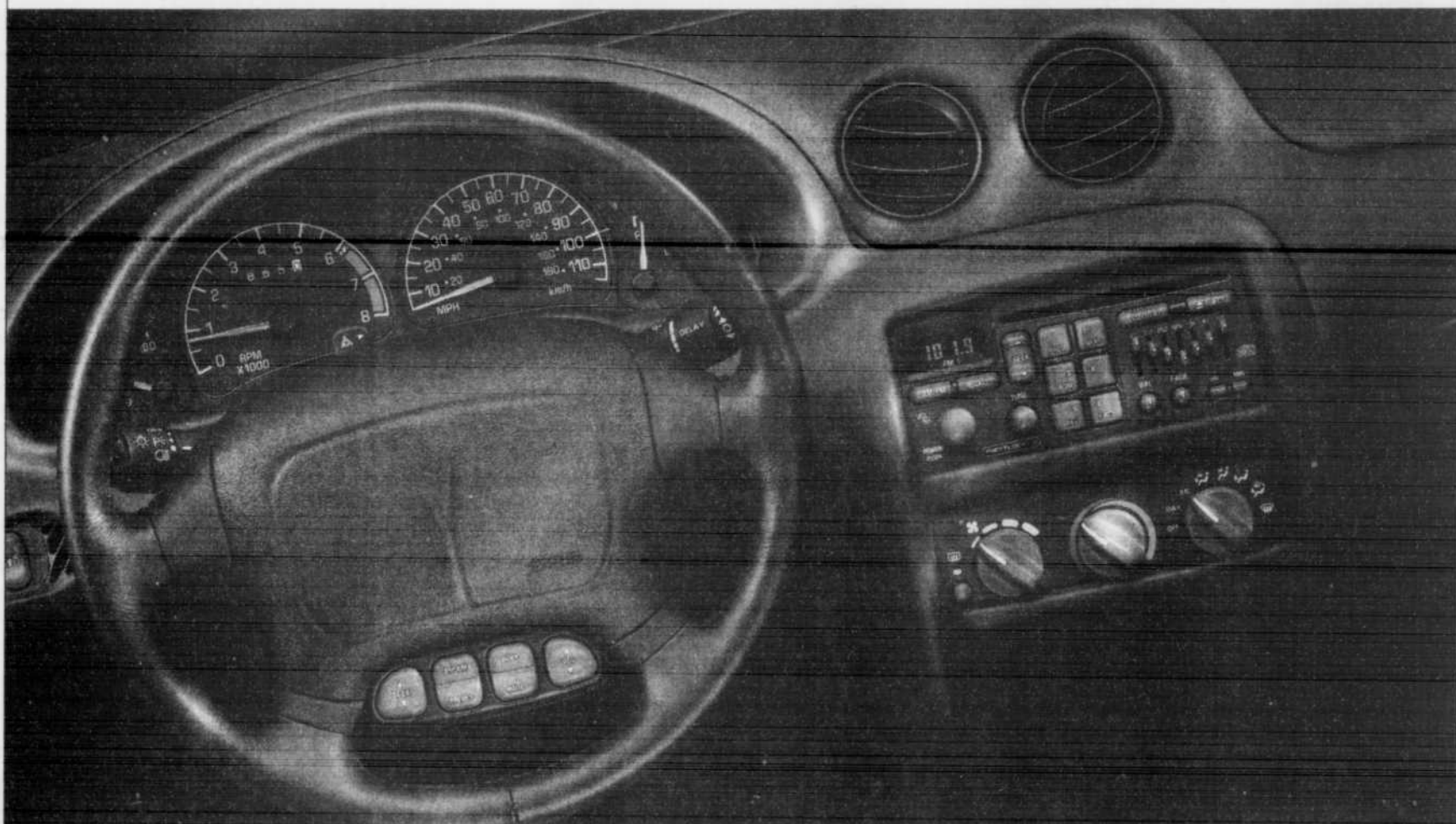
De nouvelles recherches devraient être effectuées aujourd'hui.



Ghislaine Rheault

Ghislaine Rheault est présentement en vacances. Sa chronique vous reviendra la semaine prochaine.

Commandes



pour emporter

Grand Am 4 portes
19 697\$*



Et à ce prix-là, plus besoin de magasiner.

- Climatiseur • Régulateur de vitesse • Boîte automatique à 4 rapports avec surmultipliée • Aileron arrière • Moteur 2,4 litres de 150 HP et 16 soupapes
- Volant inclinable • Freins antiblocage aux 4 roues • Traction asservie
- 2 sacs gonflables • Glaces à commande électrique



LA PASSION DE CONDUIRE

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1997 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Préparation incluse. Transport (620 \$) et taxes en sus. L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1997 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. *Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.



loto-québec résultats

Panéo
Tirage du 96/11/11
04 09 10 15 19
24 27 28 33 36
41 44 45 46 54
55 59 62 63 66

Chiffre magique
Tirage du 96/11/11
3 4
147 5024

Extra
Tirage du 96/11/11
NUMÉRO: 795859

T.V.A. LE RÉSEAU DES TIRAGES
Les modalités d'encasement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

MEURTRE À CHARLESBOURG

Un morceau de camisole avait été enfoncé dans la bouche de Donna Morris

CLAUDETTE SAMSON
Le Soleil

■ QUÉBEC — Lors de la découverte de son corps enseveli derrière sa résidence, Donna Morris avait dans la bouche un important morceau de tissu, soit l'équivalent du quart d'une camisole de femme.

Cette découverte, faite vendredi lors de l'autopsie, a amené les enquêteurs à interroger de nouveau, hier, leur principal suspect dans cette sordide histoire de meurtre, le conjoint de la victime, Roger Létourneau. Sur les conseils de son avocat, l'homme a toutefois refusé de répondre aux questions des policiers, rapportait en fin de journée le sergent Gaston Sanschagrin, de la police de Charlesbourg.

« Ça ne changera rien au fond de l'histoire, prédisait le policier plus tôt dans la journée. Simple-ment, ça pourrait jeter une autre lueur sur les circonstances de cet événement. »

L'autopsie a révélé que la dame de 45 ans, qui aurait été assassinée le 10 mai, mais dont la disparition n'a été signalée aux policiers qu'en septembre, était morte par strangulation. Ce fait demeure, précise le policier Sanschagrin.

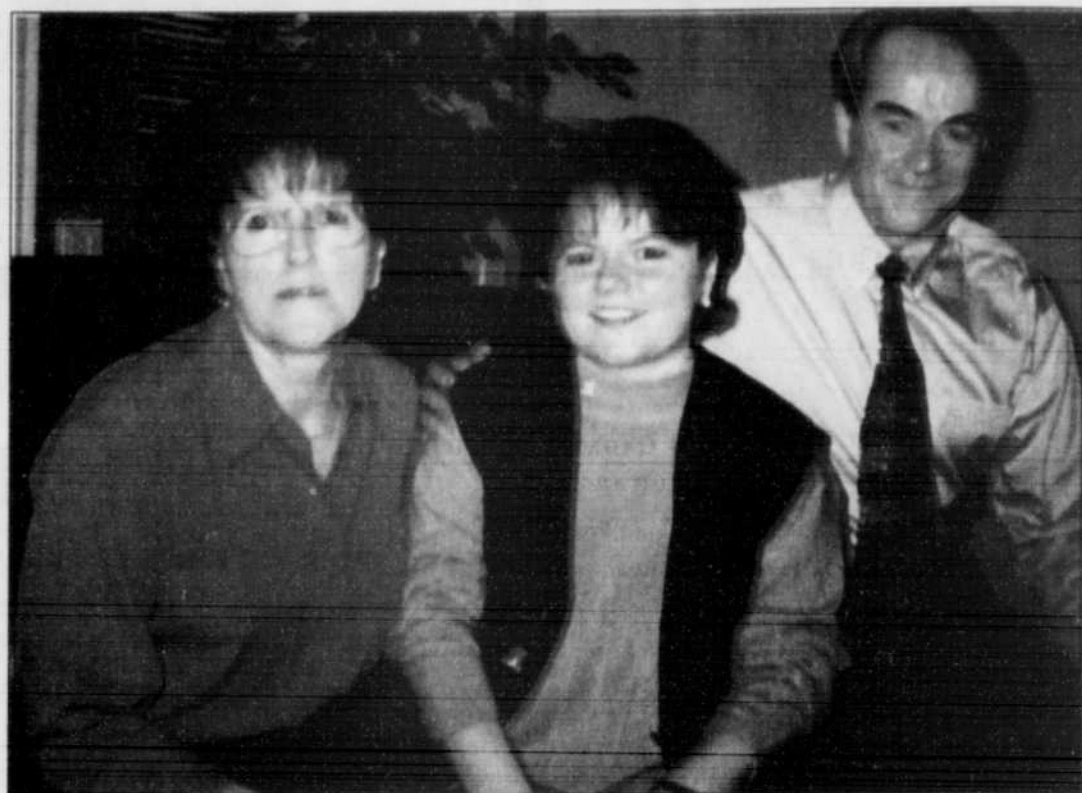
Selon la description qu'il en a faite au SOLEIL, la camisole aurait été en partie insérée dans la bouche, mais sans être coupée, l'autre partie pendant à l'extérieur. S'il a fallu l'autopsie pour faire cette constatation, c'est que l'état, tant du cadavre que du tissu, combiné au fait que le corps était recroquevillé et maculé de terre lorsqu'il a été déterré, ne permettait pas cette observation à prime abord.

« C'est un élément intrigant, parce que ce n'était pas supposé s'être passé comme ça », mentionnait hier M. Sanschagrin.

Le cadavre de Donna Morris a été découvert jeudi, enterré à l'arrière de sa résidence du boulevard Du Jardin à Charlesbourg. Il y aurait été enseveli le 10 mai. Le conjoint de Mme Morris, Roger Létourneau, avait déclaré à son entourage que sa compagne était partie dans sa famille aux États-Unis, allant même jusqu'à produire une lettre qui aurait été écrite par la disparue. Ce sont les filles de la dame, âgées de 20 et 25 ans et nées d'une première union, qui, s'inquiétant de n'avoir aucune nouvelle, ont signalé sa disparition à la police.

Les policiers ont interrogé le conjoint à quelques reprises, ce qui leur aurait permis d'obtenir des indications sur l'endroit où se trouvait son corps.

Selon les policiers, la mort pourrait être survenue lors d'une dispute. Létourneau a été inculpé de meurtre et d'outrage à un cadavre humain.



Hélène Lessard, entourée de sa mère Simonne et son père Roland.

Hélène Lessard, un exemple de réussite à la beauceronne

Première au pays, à l'examen de fiscalité de l'Ordre des comptables généraux licenciés

LUCE DALLAIRE
Collaboration spéciale

SAINT-GEORGES — Native d'une Beauce qui aime bien conjuguer le mot « réussite » à tous les temps, Hélène Lessard, de Saint-Victor, vient de se classer première, au Québec et au Canada, avec une note presque parfaite de 98 %, à l'examen final de fiscalité de l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec.

« Quand on sait d'où on vient, on sait où l'on va », affirme sans timidité la jeune femme de 23 ans, seule récipiendaire de l'histoire du prix Carswell à avoir décroché pareil résultat.

Comme un succès vient rarement seul, Hélène Lessard a mérité cette année la bourse d'excellence du Groupe Jean Coutu, offerte à l'étudiante ayant conservé la meilleure moyenne scolaire parmi les finissants de la maîtrise en administration de l'Université de Sherbrooke, avec une moyenne de 4,28 sur 4,30.

En 1995, elle a terminé première de sa promotion avec 4,97 sur 5 à la Faculté des sciences de l'administration de l'université Laval. Déjà en 1990, elle avait obtenu la médaille de bronze du gouverneur général du Canada pour ses résultats scolaires.

« Les Beaucerons sont réputés pour être travailleurs et fonceurs, dit-elle. Cette mentalité est omniprésente. Il ne suffit pas d'avoir du talent. Il faut le cultiver, l'entretenir, le développer, se discipliner, être rigoureux et ne rien négliger », ajoute Hélène, qui est née sur une ferme située dans un coin de pays où se vit le plein emploi grâce au développement des PME.

Hélène Lessard qui, pour mieux réussir au plan

scolaire, se prive parfois de la présence de son copain, n'a rien du stéréotype de « l'intellectuelle introvertie portant de petites lunettes ».

« Je suis optimiste et confiante en l'avenir. Ma mère nous a toujours répété qu'il y en avait des mieux et des pires que nous ! » lance la cadette de la famille, sous l'oeil approbateur de sa soeur Louise et de ses frères Marc et Luc, qui l'encouragent depuis plusieurs années.

« Étudier coûte cher et nécessite des sacrifices, mais notre fille n'a jamais perdu son temps. Elle est perfectionniste et avale les bouchées doubles en prenant des cours d'été », affirme son père Roland.

Par ailleurs, selon lui, l'avènement du cégep public et du Centre universitaire des Appalaches en région, depuis seulement quelques années, favorise la poursuite des études chez les jeunes.

À 23 ans, Hélène enseigne au cégep Beauce-Appalaches, en finance, à un groupe des caisses populaires Desjardins. En juin, elle fera son examen de comptabilité.

« Je rêve de travailler dans le secteur de la finance, soit en évaluation d'entreprise, soit pour une institution financière. Je ne me limite pas. Ce qui importe c'est d'avoir un travail que j'aime, dans lequel je puisse me réaliser, rempli de défis me permettant de mettre au service des autres ce que j'ai appris », dit-elle. « Ce n'est pas tout de réussir dans la vie, je tiens à réussir ma vie. »

« Malgré mes performances, je suis jeune. Je suis aussi une femme. Dans le milieu des affaires, ce sont deux handicaps à surmonter. J'en suis consciente et je me prépare à y faire face », conclut-elle.



Mazda Protégé SE 1997

VOICI UNE OFFRE
IRRÉSISTIBLE
SUR LA MAZDA
LA PLUS VENDUE.

179\$*

Location par mois/24 mois

- Garantie 5 ans**
- Stéréocassette AM/FM et 4 haut-parleurs
- Moteur 1,5 L à DACT, 16 soupapes
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Volant inclinable
- La plus spacieuse de sa catégorie
- Excellente consommation d'essence (50 mi./gal)
- Excellente valeur de revente
- Frais d'entretien minimes

LOCATION
Personnalisable
MAZDA

Les concessionnaires Mazda du Québec



EMPORTE-MOI

* Comparaison selon l'année-modèle 1997. ** Offre valable sur toute nouvelle location au détail chez les détaillants participants à partir du 4 octobre pour un temps limité. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Sur approbation du crédit. Les concessionnaires peuvent louer moins cher. Le prix de location de la Protégé SE 1997 (modèle de base #04XJ57AA00) est basé sur 24 mois. Acompte de 1500 \$ ou l'échange équivalent. Le paiement du premier mois et le dépôt de 250 \$ sont dus au moment de la transaction. Frais de transport et de préparation avant livraison de 600 \$, immatriculation, assurances et taxes en sus. Maximum de 20 000 km par an. Frais de 8¢ le kilomètre supplémentaire. Renseignez-vous auprès des concessionnaires participants. ** Détails chez votre concessionnaire.

PLUS DE 1300
APPELS PAR JOUR!

C'EST LA
FÊTE à Nadia

dans les ANNONCES CLASSÉES du Soleil!

Et si c'était la
vôtre?

Consultez les annonces classées du Soleil d'aujourd'hui. Si votre date de naissance correspond à l'une des 12 dates publiées, vous pourriez gagner

1^{ER} PRIX

UN SÉJOUR À
L'AUBERGE DU TRÉSOR

pour 2 personnes, comprenant 1 nuitée, 1 table d'hôte le soir, 1 petit déjeuner et le stationnement, d'une valeur de 200\$.

2^E PRIX

UNE TABLE D'HÔTE
POUR 2 PERSONNES AU
RESTAURANT LE GALOPIN

POUR PARTICIPER:

Si votre date de naissance (18 ans et plus) est publiée aujourd'hui dans les annonces classées, vous avez jusqu'à 22h ce soir pour vous inscrire comme finaliste du jour, en communiquant avec Le Soleil au 686-3500 un nom par appel.

Les tirages quotidiens seront effectués à 8h30, le lendemain de chaque publication des dates de naissance, parmi les finalistes.

Les gagnants seront avisés par téléphone et par courrier, après chaque tirage.

Valeur totale des prix: 4125\$. Règlements disponibles au quotidien Le Soleil.

Pour répondre efficacement à tous vos appels, nous avons mis en service un nouveau numéro de téléphone pour participer au concours:

686-3500

Vous devrez laisser dans cette boîte vocale vos nom, numéro de téléphone ainsi que votre date de naissance publiée aujourd'hui dans les annonces classées. Vous avez jusqu'à 22h ce soir pour participer.

29 février. C'est votre fête!
Téléphonez au 686-3500

475

Musique

A vendre, piano 401 Yamaha.

1100 \$ ou 12 \$/semaine. 1134-6100

GAGNANTS

8 NOVEMBRE

Clavier électronique Kawai, tout

pour 239 \$

Séjour au

Loew's Le Concorde

ÉRIC DUCLOS

GUITARES USAGÉES

Souper au Galopin

JOHANNE MERCIER

Félicitations!

LE SOLEIL

LE QUÉBEC LE CANADA

Après le homard, les Micmacs s'arrogent maintenant le droit de pêcher les pétoncles

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

■ CARLETON — Deux mois après avoir amorcé une pêche du homard fort controversée, les autochtones de Listuguj ont récemment averti le ministère fédéral des Pêches et des Océans qu'ils pêcheront le pétoncle dans la baie des Chaleurs jusqu'à la fin de novembre.

Le conseil de bande de cette communauté de Micmacs, qui ne reconnaît pas la juridiction de Pêches et Océans Canada en matière d'émission de permis, a envoyé à ce ministère, par télécopieur au milieu de la semaine passée, une copie du permis consenti à un seul pêcheur autochtone.

« Ils se sont émis un permis pour la

période du 5 au 29 novembre. Selon nos informations, ils seraient peut-être sortis (en mer) une fois. Ils nous ont simplement avisés de leurs intentions. Le document est signé par la leader du conseil de bande (Brenda Gedeon-Miller) et par leur conseiller en matière de pêches, Gary Metallic », précise François Miville-Deschênes,

porte-parole de Pêches et Océans Canada.

Au début de septembre, les Micmacs de Listuguj ont créé tout un émoi en amorçant la capture du homard deux mois après la fin de la saison commerciale. Il a alors fallu trois semaines pour que Pêches et Océans émette un permis de pêche communautaire excluant, en principe, la vente du produit de la pêche. Si les autochtones ont entamé des discussions avec le ministère, ils ont parallèlement clairement démontré qu'ils veulent mener leur pêche de façon au-

tonome, en vendant publiquement du homard.

Le choix des Micmacs d'étendre leur capture à plusieurs espèces a été indiqué dès septembre par Gary Metallic. Le volume de pétoncle pêché dans la baie des Chaleurs est toutefois nettement inférieur au volume de homard. Le mollusque est bien plus abondant sur la Côte-Nord et aux

Îles-de-la-Madeleine. Dans le fond de la baie des Chaleurs, où veulent évoluer les Micmacs, homardiers et pétoncliers pêchent déjà des quantités modestes. Pêches et Océans n'a pas encore éta-

bli de stratégie pour composer avec l'intention exprimée par le conseil de bande de Listuguj le 5 novembre. « Nos gens des ressources et du secteur autochtone vont analyser la situation. Depuis le début de l'affaire du homard, on discute avec les autochtones », ajoute M. Miville-Deschênes. Le ministère tentera déjà de racheter des permis auprès des 14 homardiers évoluant dans la zone couvrant le littoral gaspésien compris entre Bonaventure et Pointe-à-la-Garde pour en transférer aux Micmacs.

Dans l'ensemble des zones maritimes du Québec, les débarquements de homards se sont élevés à 34 millions \$, comparativement à environ 4 millions \$ pour le pétoncle, en 1995.

Ils se sont émis un permis pour la période du 5 au 29 novembre

Le français en prend pour son rhume

MICHEL CORBEIL

Le Soleil

■ QUÉBEC — Ce n'est pas le mobilier, mais bien le français que les cégépiens ont massacré lorsqu'ils ont occupé les locaux du ministère de l'Éducation, la semaine dernière, à Montréal.

C'est ce que rapporte le Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec, un organisme indépendant qui rassemble une trentaine d'associations de professeurs, dont ceux qui enseignent le français.

Le Conseil loge dans des locaux prêtés gratuitement par le ministère de l'Éducation, à Montréal. Au lendemain de l'occupation, les 5 et 6 novembre, l'organisme a découvert de drôles de « traces » du passage des contestataires, rapporte son président Jack Ligneau.

Des messages ont été retrouvés dans les ordinateurs du Conseil. « nous envahissons votre ordinateur sans but méchant, peut-on lire parmi les exemples expédiés au SOLEIL. On ne pourras pas avoir une job hot ! (à moins qu'on devienne fonctionnaires!!!) »

« DESOLEZ POUR LE DESORDRE CAUSSER, POUR LA BOUFFE EMPRUNTER. MAIS C'EST POUR LES BESOIN DE LA CAUSE », peut-on aussi constater. Une autre note prévient que « tant que vous couperez, nous nous batterons ».

RÉVÉLATEUR

En entrevue, M. Ligneau souligne que « nous comprenons que ce n'est pas un travail de fin de session. Ce sont peut-être des cas isolés. Mais c'est révélateur des efforts à faire en français. Ça saute aux yeux ».

Le président du Conseil pointe du doigt le fait que ce sont des cégépiens qui lui ont laissé cette prose. « Les bases du français devraient être acquises au primaire et au secondaire, insiste-t-il. Ce n'est pas au collégial qu'on doit travailler sur les accords entre le sujet et le verbe ».

Pour corriger la situation, M. Ligneau laisse entendre qu'il n'y a pas de solution simple et facile. « C'est très difficile de mettre les programmes comme la principale cause de la mauvaise qualité du français. Vous allez en Europe et ils ne sont pas mieux. Et pourtant, la différence est notable. Ce ne sont pas non plus les professeurs de français qui en sont responsables. Ce serait trop simple ».

Les choses sont bien plus complexes, laisse-t-il entendre. Un « ensemble d'intervenants » est à mettre en cause, de la famille aux amis, de la cour d'école au « coin de rues » fréquenté, « sans oublier les médias ».

Le directeur du ministère de la région de Montréal, Michel Decelles, confirme que les étudiants ont laissé des « messages » sur les bureaux et dans les ordinateurs. Par contre, estime-t-il, « il y a encore des fautes de français. Mais, spontanément, je me suis dit qu'il y en a moins que ce que nous avions, lors des occupations précédentes ».

Il y en a moins que lors des occupations précédentes



Le temps maussade n'a pas empêché les étudiants de manifester, hier, sur le boulevard René-Lévesque.

Les cégeps toujours perturbés

Un premier collège privé joint la fronde

MICHEL CORBEIL ET PIERRE PELCHAT

Le Soleil

■ QUÉBEC — Pour une rare fois, sinon la première, dans l'histoire du mouvement étudiant à Québec, un collège privé, Notre-Dame-de-Foy, se joint aux débrayages organisés un peu partout à travers la province par les cégépiens.

Quatre cégeps publics de la région (Limoulu, Sainte-Foy, Garneau et Lévis-Lauzon) ont entrepris leur seconde semaine de grève, hier. Ce matin, les 1300 inscrits du campus privé, situé à Saint-Augustin, leur emboîtent le pas pendant toute la journée.

« C'est (un fait) sans précédent, ici », rapporte Thérèse Lafleur, coordonnatrice aux communications du campus Notre-Dame-de-Foy, fondé en 1965. Ses collègues croient, en fait, qu'il s'agit d'une première pour un établissement privé de la région de la capitale.

Les étudiants du Petit Séminaire, un des fleurons du réseau privé, songent à imiter Notre-Dame-de-Foy. Hier, leur association a demandé à ses membres de voter sur les revendications à défendre et elle tiendra un référendum, aujourd'hui, pour décider du recours aux moyens de pression.

À l'Association étudiante de Notre-Dame-de-Foy, Sabrina Turgeon y voit un signe que la cause « est vraiment importante, que ces coupures (que le gouvernement envisage de faire dans le secteur de l'éducation) vont vraiment nous nuire ».

L'association locale a le mandat de paralyser les cours pendant deux jours, la date de la deuxième journée n'étant pas encore arrêtée. Elle réclame notamment le gel des frais de scolarité à l'université et une bonification du régime des prêts et bourses, ce que demandent plusieurs autres associations de cégépiens. Par contre, « nous revendiquons principalement le maintien des subventions au privé », explique la vice-présidente « éducation » du groupe.

À travers la province, le mécontentement des jeunes ne faiblit pas. Au Saguenay, les cégépiens ont manifesté bruyamment devant le bureau de comté du premier ministre Lucien Bouchard.

Dans la région immédiate de Québec, les « assos » étudiantes des collèges publics proposeront, cette semaine, à leur assemblée générale de re-

conduire les mandats de grève. Leurs leaders promettent d'exploiter la ressource naturelle des jeunes, leurs idées, pour faire avancer leurs points de vue.

Au cégep Sainte-Foy, Geoffroy Rivet-Sabourin souligne que le conseil régional regroupant une douzaine d'institutions post-secondaires se réunissait, en soirée, pour choisir les « actions à mener. Ce sont des choses qui visent à passer dans les médias », explique-t-il.

Au cégep Limoulu, Corinne Blanchette évoque le fait « qu'ils ont eu une bonne idée en bloquant le pont qui va au casino. Il y aura des actions comme celles-là à Québec ».

La coordonnatrice du campus de Limoulu a tenu à manifester son impatience envers la ministre de l'Éducation Pauline Marois. Cette dernière a répété, ces derniers jours, que les cégépiens agissent de façon prématurée puisque le gouvernement n'a pas pris de décision encore sur le gel des frais de scolarité ou encore l'ampleur des coupes en éducation. « Mme Marois reporte le débat. Elle tient toujours un langage administratif plutôt que d'exprimer ses positions », laisse tomber Corinne Blanchette.

Au cégep Lévis-Lauzon, après avoir fermé les bureaux de l'administration pendant une semaine, les étudiants se sont prononcés, hier, par un scrutin secret, en faveur de la grève générale dans une proportion de 61,2%. Sur les 1193 élèves qui se sont prévalus de leur droit de vote, 1193 ont dit oui au débrayage avec une occupation du collège. Cette décision sera toutefois reconsidérée à tous les trois jours. Les résultats qui ont été dévoilés, hier en début de soirée, montrent que 658 étudiants privilégiaient le blocus administratif mais sans la grève. La fin des moyens de pression pour forcer le gouvernement Bouchard à geler les frais de scolarité n'a recueilli l'adhésion que de 71 étudiants et 26 bulletins de vote ont été rejetés.

De son côté, le Mouvement pour le droit à l'éducation est catégoriquement opposé aux coupes dans l'aide financière suggérées par la ministre Marois, pour contourner la hausse des droits de scolarité. « C'est une forme de chantage méprisante pire que la hausse des droits de scolarité suggérée, qui est supportée par l'ensemble des étudiants, a indiqué hier en conférence de presse Benoît Marsan, porte-parole du MDE. D'autant que la moitié des étudiants sont particulièrement touchés par l'endettement. Nous refusons d'embarquer dans cette logique néo-libérale... »

Mme Marois «tient un langage administratif plutôt que d'exprimer ses positions

COURS SUR LES LICENCIEMENTS

Un «trou» dans la loi

La SQDM avoue son impuissance

ROBERT FLEURY

Le Soleil

■ QUÉBEC — La Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (SQDM) se dit totalement impuissante face à la formation accordée par l'Institut Canadien et destinée à faciliter le congédiement de femmes enceintes ou d'accidentés du travail, telle que révélée par LE SOLEIL, hier.

« C'est de la publicité tendancieuse. La première et la dernière page semblent inciter la moitié des gens à se débarasser des employés. Ce n'est pas ça qu'on a accepté. Mais nous n'avons aucun recours contre ça », dit Diane Bellemare, présidente de la SQDM.

La Société a été prise à partie par les médias hier car elle a accredité une formation destinée à mettre du monde à pied alors qu'elle veut plutôt favoriser l'embauche de par son existence même.

« Nous allons soumettre la question à notre conseil d'administration. Mais nous n'avons aucun règlement pour empêcher ça. Il y a un trou dans la loi. Nous avons certifié la formation car elle était qualifiante et transférable. C'est le genre de cours qui se donne dans les universités. Le juge en chef de la cour du travail devait même y participer », dit Mme Bellemare.

La publicité de l'Institut Canadien embarrasse visiblement la SQDM. Elle ne subventionne pas l'organisme mais accredité ses cours, sans faire la distinction selon qu'ils s'adressent ou non aux employés, ici en l'occurrence, aux gestionnaires et aux avocats qui les conseillent.

« Idéalement, ce devrait être aux employés », dit la présidente. L'accréditation évite aux entreprises qui ont une masse salariale d'un million \$ (500 000 \$ à compter du 1er janvier 1997) de payer 1% de leurs salaires au ministre du Revenu s'ils ne font pas de formation. D'où l'intérêt de se faire accréditer pour former ses employés !

« Du congédiement sans cause, c'est un jargon utilisé par les entreprises pour faire des rationalisations de personnel comme il s'en est fait chez Bell ou ailleurs. Idéalement, la formation devrait faciliter l'embauche, mais il ne faut pas jouer à l'autruche. Il y a des mises à pied. Nous avons traité de 6000 à 7000 cas de licenciements pour des raisons économiques », dit Mme Bellemare.

DÉGONFLER L'AFFAIRE

« Ça n'a pas de bon sens. Le congédiement sans cause, c'est illégal ! » tranche Me Claire Brassard de la firme Desjardins Ducharme Stein Monast. La spécialiste patronale en relations de travail était visiblement embarrassée par l'orientation de la brochure au point où elle ne savait si elle devait remettre en cause sa présence à la session qu'elle doit présider en janvier.

« Depuis dix ans, ça licencie à mort. Il y a beaucoup de coupes de personnel et les lois sont de plus en plus contraignantes pour les employeurs. La réingénierie, la réorganisation les oblige à choisir qui ils vont laisser aller. Or un accident du travail ou une employée enceinte n'ont pas plus de droits que les autres, mais les recours semblent plus tentants de la part des employés. Du moins c'est ainsi que c'est perçu par les employeurs car ils ont le fardeau de la preuve », explique Me Brassard.

Tous les bureaux d'avocats participant à la session de formation ne seraient pas de représentation patronale. Il y en avait même un « syndical ». Rivest Schmidt, lequel s'estime lésé par notre reportage. « Nous allons là pour présenter un point de vue syndical, pour que les employeurs comprennent qu'ils ont des responsabilités lorsqu'ils font des promesses lors de l'embauche. Il y a des congédiements déguisés et il faut que les employeurs réalisent qu'ils ne peuvent pas faire n'importe quoi n'importe quand », précise Me Nathalie Bussières.



Diane Bellemare

20E ANNIVERSAIRE DE L'ÉLECTION D'UN PREMIER GOUVERNEMENT SOUVERAINISTE AU QUÉBEC

En 1976, le PQ semait l'émoi au Canada anglais

■ QUÉBEC (PC) — Le 15 novembre 1976, il y a 20 ans, le Parti québécois semait l'émoi au Canada anglais. René Lévesque arrachait le pouvoir aux libéraux de Robert Bourassa et le Québec avait pour la première fois de son histoire un gouvernement officiellement souverainiste.

La victoire avait été imprévisible à bien des égards. À peine trois ans auparavant, les libéraux de Robert Bourassa avaient remporté l'élection en faisant élire 102 députés sur 108. Rien ne laissait croire que le Parti libéral allait tomber de si haut en seulement trois ans.

De plus, l'Union nationale, qui n'avait obtenu que 4 % des voix en 1973 et n'avait fait élire aucun député, essayait de renaître de ses cendres. Avec un nouveau chef, Rodrigue Biron, l'Union nationale courtisait assidûment les électeurs non francophones et les régions rurales qui constituaient ses bastions traditionnels. Cette présence allait contribuer à la victoire péquiste en divisant le vote fédéraliste.

Graduellement depuis 1966, les indépendantistes québécois se préparaient. Ils sortaient presque des catacombes, égratignés par le terrorisme du Front de libération du Québec (FLQ) qui avait contribué, de 1963 à 1970, à discréditer l'idée de la souve-

raineté auprès d'une bonne partie de la population.

Mais René Lévesque, qui avait claqué la porte du Parti libéral en 1967, avait patiemment rassemblé les forces souverainistes sous sa houlette.

Après les « victoires morales » aux élections de 1970 et de 1973, où le PQ avait connu un certain succès, mais qui étaient en fait des défaites sévères, les souverainistes se retrouvaient, le soir du 15 novembre, avec 71 députés élus sur 108, soit la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Un électeur francophone sur deux, et au total 41 % de la population avait voté en faveur des candidats du Parti québécois.

« Jamais je ne me suis senti aussi fier d'être Québécois », avait déclaré René Lévesque aux milliers de partisans venus l'acclamer le soir de la victoire, dans un aréna de Montréal.

SOIRÉE MÉMORABLE

« Cela avait été une soirée mémorable », se rappelle Jean-Pierre Jolivet,

député de Lavolette (Mauricie), qui a été réélu sans interruption depuis cette date.

« C'était l'euphorie partout. Après que mon élection ait été confirmée, j'ai salué mes électeurs de Grand-Mère, puis je me suis rendu à La Tuque où l'enthousiasme était aussi grand. Je me souviens que dans la nuit, il y avait eu une chute de neige. C'était un symbole : tout le Québec venait d'être recouvert d'un manteau blanc », a raconté Jolivet en entrevue à la Presse canadienne.

Bernard Landry, lui aussi élu pour la première fois après deux échecs personnels lors des élections précédentes, avait cru bon baptiser son volier « Le 15 novembre » pour souligner l'importance de cette date.

Au cours de son premier mandat, le gouvernement du Parti québécois devait mettre en place plusieurs grandes réformes qui ont contribué à changer l'image du Québec.

Une première loi, considérée comme l'héritage de René Lévesque, consistait à démocratiser les pratiques électorales et le financement des partis politiques.

Il y a eu aussi la création de l'assurance automobile et l'instauration du régime d'indemnisation sans égard à la faute (appelé le « no fault » en an-



René Lévesque et le PQ ont été portés au pouvoir le 15 novembre 1976.

glais), l'adoption de la Charte de la langue française (loi 101) et l'ouverture au grand public des clubs privés de chasse et de pêche.

Le Parti québécois a aussi mis fin à l'arbitraire dans plusieurs comportements gouvernementaux : c'est désormais à la suite de concours que sont nommés les présidents locaux d'élection ou les juges de la cour du Québec.

En 1980, après 40 mois de pouvoir, le

PQ organisait un premier référendum sur l'avenir du Québec. La souveraineté y recueillait 40 % des voix, et 50 % chez les francophones.

Avec une récession qui allait secouer le Québec et tout l'Occident en 1982, le Parti québécois allait connaître sa part de déboires. Mais jamais au point d'effacer la victoire du 15 novembre 1976 dans la mémoire de ceux qui ont vécu ce moment essentiel de l'histoire du Québec.

C'est nous qui avons rédigé le manuel d'entretien de votre véhicule Chrysler.

Ça dit tout !

VIDANGE D'HUILE ET REMPLACEMENT DU FILTRE



Comprend jusqu'à 5 litres d'huile de qualité supérieure Premium Mopar et un filtre à huile Mopar de qualité pour votre véhicule Chrysler • Vérification du filtre à air, des tuyaux, des courroies d'entraînement, des balais d'essuie-glace, des pneus, des phares et feux, des serrures et charnières • Vérification des liquides suivants : liquide pour freins, liquide de direction assistée, liquide lave-glace • Renseignez-vous au sujet de notre garantie Cinq étoiles Chrysler.

« PRÊT À L'HEURE PROMISE... OU RIEN À DÉBOURSER ! »

19⁹⁹\$

Frais en sus pour moteurs diesel et véhicules importés
+ Taxes

INSPECTION TRANQUILLITÉ D'ESPRIT



C'est le moment de se préparer pour la conduite hivernale ! À l'achat d'un service de vidange d'huile et remplacement du filtre, nos techniciens Chrysler effectueront ce qui suit :

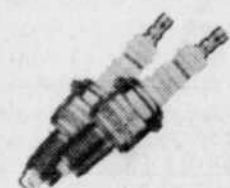
- Permutation des quatre pneus
- Vérification des freins avant et arrière
- Vérification du système d'échappement - Silencieux, convertisseur catalytique, tuyaux, joints d'étanchéité du collecteur d'échappement, supports et colliers de serrage
- Essai routier et rapport des résultats
- Vérification du niveau d'antigel - Vérification sous pression, vérification des conduits et colliers de serrage, de la pompe à eau, du radiateur,

- du ventilateur débrayable/ventilateur électrique - Réglage des courroies d'entraînement du moteur
- Vérification de l'état et de la concentration du liquide de refroidissement
- Vérification du circuit électrique - Batterie, essuie-glace, lave-glace, klaxon, feux et phares, chauffe-bloc et nettoyage des bornes
- Vérification de la suspension - Amortisseurs, jambes de suspension, éléments de la direction assistée, tuyaux et timonerie de direction

19⁹⁹\$

+ Taxes

MISE AU POINT



59⁹⁹\$

(4 cyl.)

69⁹⁹\$

(6 cyl.)

79⁹⁹\$

(8 cyl.)

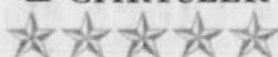
Une mise au point du Service cinq étoiles Chrysler comprend : • Le diagnostic électronique complet du moteur • La pose de bougies Mopar de qualité • Le réglage de l'allumage et du régime de ralenti (s'il y a lieu) • La vérification des câbles d'allumage, des courroies d'entraînement, de la soupape RGC, des tuyaux, du filtre à air et du filtre à essence • La vérification et le nettoyage des bornes de la batterie • Un essai routier • Applicable à la plupart des véhicules de Chrysler Canada • Renseignez-vous au sujet de notre garantie sur toutes les pièces de qualité Mopar posées par le concessionnaire :

« Garantie de 12 mois sans limite de kilométrage sur les pièces et la main-d'œuvre. »

* + Taxes

SERVICE CINQ ÉTOILES

CHRYSLER



• Techniciens formés par Chrysler • Pièces de rechange Mopar • Service et commodité • Attention et courtoisie • Prix concurrentiels

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.



VOTRE CONCESSIONNAIRE

CHRYSLER

QUELQU'UN DE FIABLE

FORCE MULTINATIONALE AU ZAÏRE

Ottawa demande «une action de toute urgence»

OTTAWA (d'après AFP) — Le ministre canadien des Affaires étrangères s'est refusé hier à confirmer que le Canada serait prêt à prendre le commandement d'une force multinationale à des fins humanitaires pour l'Est du Zaïre, affirmant toutefois que le problème requiert « une action de toute urgence ».

Cette nouvelle coïncide avec l'annonce, hier, d'une épidémie de choléra qui, depuis 48 heures, a fait plus de 600 morts dans la région de Mwenga (Est du Zaïre), à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Bukavu, et qui affecte quelque 300 000 réfugiés.

Ceux-ci souffrent de dysenterie, de paludisme et de dénutrition, les organisations sanitaires étant en rupture d'antibiotiques et d'anesthésiants. Ces réfugiés, depuis plus de 20 jours, n'ont plus reçu d'aliments ni d'eau potable, pénurie à l'origine de l'épidémie.

Selon une source diplomatique aux Nations unies à New York, le Canada aurait indiqué, lors d'une réunion informelle, qu'il pourrait contribuer, avec des troupes, à une force multinationale qui serait déployée rapidement dans l'Est du Zaïre, et qu'il était disposé aussi à en prendre le commandement.

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, John Bell, a refusé, hier soir, à Ottawa, de confirmer cette information. Il a cependant indiqué que le premier ministre canadien Jean Chrétien — dont le neveu, Raymond, est l'envoyé spécial de l'ONU dans la région des Grands lacs africains — s'était entretenu avec une quinzaine de chefs d'État et de gouvernement depuis samedi dans le but de « tenter d'aboutir à un consensus sur le rôle de la communauté internationale ».

M. Chrétien a pris cette initiative devant l'impossibilité pour le Conseil de sécurité de l'ONU « de se mettre d'accord sur un mandat » pour une intervention destinée en premier lieu à permettre l'acheminement de l'aide à plus d'un million de réfugiés rwandais et déplacés zaïrois, a ajouté le porte-parole.

Le ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a d'ailleurs décidé d'annuler sa participation au sommet économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, qui s'ouvre aujourd'hui au Caire, en raison de nombreuses réunions qu'il devrait avoir à Ottawa, « notamment sur le Zaïre », a précisé le porte-parole des Affaires étrangères.

Une épidémie de choléra a fait 600 morts



Raymond Chrétien



Le premier ministre canadien, Jean Chrétien, a lui aussi déposé une gerbe de fleurs, à Ottawa, à la mémoire des vétérans disparus.

Jean-Louis Roux bien accueilli par les vétérans



Le lieutenant-gouverneur a serré la main des vétérans sur place.

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

QUÉBEC — Quelques badauds sur les trottoirs, la fanfare militaire est installée sur la Grande Allée, des rangées de militaires attendent à l'entrée des Plaines.

C'est la cérémonie du Jour du souvenir, ce lundi 11 novembre. Jour où on commémore le souvenir des soldats canadiens tombés au champ d'honneur pour la liberté.

Hier, c'était surtout le jour où les gens voulaient voir si le lieutenant-gouverneur démissionnaire Jean-Louis Roux irait déposer sa couronne de fleurs au pied de la Croix du sacrifice. « Où est-il? Va-t-il venir? »

La semaine dernière, en plein cœur de ce que l'actualité a appelé « l'affaire Roux », bien des gens se demandaient comment il allait pouvoir poser ce geste après avoir porté la croix gammée sur son sarrau d'étudiant en médecine?

Or, l'homme qui a été crucifié sur l'hôtel de l'intolérance pour une bêtise de jeunesse, selon plusieurs observateurs, s'est présenté pour remplir son rôle. Digne dans son manteau beige accompagné d'un foulard rouge. Digne, mais humble. Une grande tristesse semblait habiter son regard.

Flanqué d'un garde-corps militaire qu'il suivait, il avait l'air timide. On aurait dit qu'il avançait sur la pointe des pieds tellement il était discret, ne regardant rien ni personne autour de lui. Il a joué son rôle dans un grand respect pour la fonction et pour les militaires.

Durant une bonne partie de la cérémonie, il s'est retrouvé à la gauche du premier ministre du Québec, Lucien Bouchard. Les deux hommes ne se sont pas regardés. À la droite de M. Bouchard, se tenait le ministre canadien Marcel Masse, président du Conseil du trésor.

Après avoir déposé la couronne au pied de la Croix du sacrifice, M. Jean-Louis Roux, 74 ans, s'est déplacé pour aller parler aux vétérans. D'abord ceux qui étaient en fauteuil roulant, puis les autres. Parfois, il discutait plus longtemps avec certains. À l'un, il a même confié qu'il avait déjà été dans les cadets lorsque étudiant.

C'est en leur parlant qu'il a repris de l'assurance. Comme s'il venait de réaliser que ces soldats, qui combattaient durant la Deuxième Guerre notamment, ne lui reprochaient pas ses 19 ans...

Mais les nombreuses caméras et micros des journalistes l'effrayaient. Visiblement, il avait décidé de ne pas leur parler. Quand ils s'agglutinaient autour de lui, le lieutenant-gou-



Ovide Mercredi était là, avec un autochtone vétéran de la guerre de Corée, Léon Fontaine.

verneur semblait frileux, nerveux. Au tout début, il avait presque l'air paniqué.

Le 11 novembre s'est finalement bien passé pour M. Roux.

Après la cérémonie qui a duré environ une heure, le premier ministre Bouchard a expliqué que l'événement n'est pas « juste une convention ». « C'est important de se rappeler que des soldats canadiens sont morts pour la liberté, pour ne pas que ça se reproduise. »

Pour M. Bouchard non plus la cérémonie n'a pas été facile. Pour se rendre au pied de la Croix du sacrifice il a dû gravir deux escaliers, un de quatre marches et l'autre de six. La neige fondante, l'humidité et la froidure étaient de la partie.

Ameublement de bureau F.R.C. Inc.

Neuf et usagé

- Armoires à papeterie
- bancs à dessin
- bibliothèques
- bureaux
- chaises de bureau
- chaises de secrétaire
- chaises empilables
- classeurs à plan
- classeurs latéraux 2, 3, 4, 5 tiroirs
- classeurs verticaux 2, 3, 4 tiroirs
- crédences
- écrans (séparateurs)
- étagères
- lampes
- présentoir à revues
- vestiaires
- sous-chaises
- tables à pattes fixes
- tables à pattes pliantes
- tables informatique
- tablettes d'entrepôt.

Service
de
livraison

720, St-Vallier Ouest
Québec
683-2338



Sept raisons pour acheter un diamant chez Birks

Confiance : Notre réputation d'honnêteté et d'intégrité
Valeur : Taille parfaite des diamants et prix compétitifs

Qualité : Une bijouterie fine conçue dans le studio de joaillerie Birks

Expertise : Plus de 115 ans d'expérience et de savoir-faire

Garantie : Un engagement clair envers nos consommateurs

Club Prestige Sans Intérêt : Avec tout achat de 1 000 \$ ou plus

Ecrin en Argent : Une tradition unique de Birks



JOAILLIERS DEPUIS 1879

PLACE STE-FDY 653-4035



Votre chambre à coucher porte maintenant un nom

Donnez à la chambre de vos rêves, comme à toutes les pièces de votre maison, le confort et le style distinctifs que vous recherchez. Faites votre sélection de meubles et d'accessoires dans les décors inspirés des meilleurs stylistes de Signature Maurice Tanguay. Ouvert le dimanche de 12h00 à 17h00.

SIGNATURE
MAURICE
TANGUAY

Québec
7200, Armand-Viau
Québec (Québec) G2C 2A7
(418) 845.5050
1 800 770.4511

Lévis
5790, boul. Étienn-Dallaire
Lévis (Québec) G6V 8V6
(418) 835.9111

Chicoutimi
1990, boul. Talbot
Chicoutimi (Québec) G7H 7Y3
(418) 698.4411
1 800 363.4711

EN BREF

Autodafé à la station service

Un homme s'est immolé par le feu hier, vers 20h30, dans une station service d'Oka, au nord-ouest de Montréal. Selon la SQ, l'hom-

me, seul à bord de son véhicule, s'est arrêté dans une station service du rang Sainte-Philomène. Il a aspergé sa voiture et sa propre personne d'essence, puis activé son briquet. Le pompiste a eu la présence d'esprit d'interrompre l'alimentation d'essence des pompes, évitant une catastrophe. La police ne sait rien du suicidaire, sauf que sa voiture a une plaque de Montréal (PC)

Enquête sur le décès d'un bébé de six semaines

Le bébé de six semaines qui a succombé à ses blessures, en fin de semaine, à l'hôpital Sainte-Justine de Montréal, doit être soumis à une autopsie aujourd'hui. Samedi, les

ambulanciers de Granby ont été appelés à une résidence où ils ont découvert un bébé inconscient. Les parents étaient présents. Le coroner a remarqué que l'enfant avait des côtes et une clavicule fracturées. La Sûreté du Québec a ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances du décès. Pour l'instant, il n'est pas question de porter des accusations. (PC)

ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Moteurs trop vite usés à la centrale thermique d'Hydro

Les moteurs de la centrale thermique d'Hydro-Québec aux Îles-de-la-Madeleine ont un problème d'usure prématurée. Fabriqués par la firme française Sultzer, ils montrent des faiblesses au bloc de la culasse et à la tête. Une étude d'expertise est en cours depuis trois mois afin de déterminer les causes de cette usure des six groupes moteurs. Hydro-Québec et Sultzer se partageront les coûts de réparation évalués entre un et trois millions de dollars. (PC)

TORONTO

Malade du sida, il évite l'expulsion

Un revendeur de drogue qui se meurt du sida a obtenu d'Ottawa un sursis à son expulsion, grâce à des protestations et une pétition dont a finalement eu connaissance la ministre Lucienne Robillard. Helder Marques, 33 ans, était sous le coup d'un ordre de déportation au Portugal, au vu de 18 verdicts de culpabilité, dont l'un pour voies de fait. Mais les messages de dénonciation se sont mis à inonder le bureau de Mme Robillard à Ottawa, il y a quelques jours, quand le cas de Marques est apparu à la une des journaux torontois. Arrivé au Canada à l'âge de cinq ans, Helder Marques devait être expulsé le 1er novembre. Mais ce vendredi-là, la cour fédérale a suspendu la procédure pour une semaine, jusqu'à ce que la ministre se penche sur le cas. Des membres de la communauté portugaise se sont alors mobilisés ainsi que des politiciens et des militants des droits des sidéens, la mairesse de Toronto, Barbara Hall, comprise. La semaine dernière lors d'une manifestation, quelque 500 personnes ont signé une pétition en appui au condamné. Le député fédéral John Nunziata a affirmé: «Ce n'est pas juste, personne au Portugal ne pourrait l'aider et il ne pourrait pas être soigné. Son expulsion, ce serait aussi son arrêt de mort.» (PC)

Des «espaces sans fumée» au travail

Le Conseil québécois sur le tabac et la santé a lancé, hier, l'opération «Espaces sans fumée» à l'intention des entreprises qui veulent garantir aux travailleurs et aux usagers un environnement sans fumée. Les employeurs sont invités à adopter des mesures en vue d'éliminer la fumée provenant du tabac dans les lieux de travail à compter du lundi 20 janvier 1997, lors du lancement de la Semaine québécoise sans fumer. Le Conseil rappelle que, selon les sondages, 80 à 90 % de la population privilégient les lieux publics sans fumée, surtout pour le travail. Le Conseil signale que les mesures antitabac sont même appréciées par les fumeurs puisqu'un grand nombre en profitent pour réduire leur consommation de tabac. (PC)

COLOMBIE-BRITANNIQUE

L'autoroute devient patinoire: une trentaine de blessés

Un accident impliquant un autobus Greyhound a fait une trentaine de blessés, hier, sur une autoroute rendue glissante par une pluie vite transformée en glace. Venant de Prince George, l'autobus filait vers Vancouver quand l'accident s'est produit. La plupart de ses 36 passagers n'ont subi que des blessures légères. Huit sont à l'hôpital, souffrant de multiples fractures. «L'autobus a raté une courbe, quittant l'autoroute. Rendu sur l'accotement, il s'est renversé sur le côté droit», a déclaré un porte-parole de la Gendarmerie royale du Canada, le constable Pat McTiernan. (PC)

Jamais un système d'alarme ne vous aura autant protégé à si bon prix!



Posséder un système d'alarme à votre résidence, c'est bien! Mais, pour en tirer le maximum, choisissez maintenant la TéléPrévention Desjardins, une option exclusive de l'assurance habitation Desjardins.

Une protection accrue pour seulement 9,75 \$ par mois*

La TéléPrévention Desjardins allie la télésurveillance de votre résidence à des avantages exclusifs de l'assurance habitation :

- aucune augmentation de prime au renouvellement de votre contrat en cas de feu et/ou de vol dans les lieux sous télésurveillance;
- aucune franchise à payer en cas de feu et/ou de vol dans les lieux sous télésurveillance (une économie pouvant atteindre 200 \$);
- jusqu'à 25 % de rabais sur votre prime d'assurance habitation;
- jusqu'à 50 % d'économie pour le seul volet de la télésurveillance, par rapport à la majorité des entreprises de services de télésurveillance au Québec;
- une assistance immédiate de la part de notre personnel en cas de feu et/ou de vol ayant déclenché l'alarme.

Une offre avantageuse

Si vous possédez déjà un système d'alarme, vous pourrez profiter de la TéléPrévention Desjardins en le reliant désormais à la centrale de télésurveillance de Honeywell.

Si vous ne possédez pas de système d'alarme, Desjardins et Honeywell vous offrent la possibilité d'en acquérir un à un coût très avantageux. De plus, vous avez la possibilité de payer votre nouveau système d'alarme en 12 versements égaux, sans frais ni intérêts. Une offre intéressante, n'est-ce pas?

Une garantie de satisfaction unique

Si vous n'êtes pas entièrement satisfait de la TéléPrévention Desjardins, vous pourrez annuler votre adhésion en tout temps et sans aucuns frais. Personne ne vous offre présentement une telle garantie de satisfaction sur le marché.

Communiquez avec l'assurance en direct de Desjardins au

1 888 PROTÉGÉ

du lundi au vendredi de 8 h à 20 h et le samedi de 8 h à 16 h

ou renseignez-vous auprès d'un agent d'assurances à votre caisse Desjardins.



Assurances générales des caisses Desjardins

En collaboration avec Honeywell

* Taxes en sus.

N.B. Certaines conditions s'appliquent. Cette option peut ne pas être offerte dans certaines régions.



Desjardins pour s'aider soi-même

CHEROKEE SPORT 1996

4x4
4 portes
automatique
ensemble 26 D

A PARTIR DE
299\$ par mois

LOCATION 30 MOIS, \$1 000 km
PERMIS, TAXES EN SUS,
COMPTANT DE 3650\$ OU
ÉCHANGE ÉQUIVALENT

GOSSELIN 30 ANS

ST-NICOLAS 831-2050

ONTARIO

Pas facile de trouver un médecin...

Des enfants malades ressentent les effets des coupes

■ TORONTO (PC) — Certains patients ontariens, y compris des enfants malades, commencent à ressentir les effets d'une protestation à l'échelle de la province contre les coupes gouvernementales sur les revenus des médecins.

Mais l'Association médicale de l'Ontario (AMO), qui approuve la décision de ses 24 000 adhérents de ne pas fournir certains services, soutient qu'il est encore trop tôt pour dire combien d'entre eux participent à la protestation.

Et le Collège des médecins et des chirurgiens de l'Ontario qui régit les activités des médecins indique n'avoir constaté qu'une « modeste augmentation » du nombre d'appels de la part de gens qui affirment ne pas être en mesure de trouver un médecin ou un spécialiste pour se faire soigner.

« Je n'ai pas l'impression que les gens soient pris d'une grande panique », a déclaré hier le porte-parole du collège, le Dr Laurel Dempsey.

Au cours du week-end, plusieurs cliniques médicales de Toronto et d'Ottawa ont accroché des pancartes de fermeture à la porte de leurs bureaux.

La Clinique pour enfants située dans l'est de Toronto, qui habituellement voit défiler beaucoup de jeunes durant les week-ends, a fermé ses portes dimanche et conseillé à ceux qui l'ont contactée par téléphone de se présenter à l'hôpital le plus proche de chez eux.

« C'est à cause du manque de fonds, du manque de ressources, que nous ne sommes pas en mesure de recevoir des patients », a noté le président de l'AMO, le Dr Gerry Rowland.

« Certains médecins ont décidé qu'il ne leur était pas possible de recevoir de nouveaux patients... D'autres groupes ont décidé qu'ils devaient couper les services supplémentaires — par exemple, il ne nous est plus possible de maintenir les heures de service du dimanche que les gens trouvaient si commodes. »

En conséquence, davantage de patients se retrouvent dans les salles d'urgence d'hôpitaux.

« Nous avons reçu un grand nombre de malades qui se sont présentés en disant que leur médecin de famille leur avait dit de se rendre à l'urgence », a déclaré Alan Orr, le porte-parole de l'hôpital East General de Toronto.

M. Orr a indiqué que l'hôpital, comme la plupart des établissements de la province, avait prévu une augmentation de ses activités et avait pris les dispositions nécessaires.

CONFLITS DE TRAVAIL AU CANADA

Tendance renversée après six ans d'accalmie



49 000 fonctionnaires ontariens ont débrayé pour les dénoncer les compressions budgétaires.

■ TORONTO (PC) — Le temps de travail perdu à cause des grèves et lock-out a atteint, lors des six premiers mois de 1996, le niveau le plus élevé depuis six ans. Cette hausse fait suite à une accalmie dans les relations de travail.

D'après un relevé du ministère fédéral des Ressources humaines, 0,12 % du temps de travail global au Canada, a été perdu dans des conflits de travail, lesquels ont touché plus de 500 salariés.

Une économie en meilleur état, la pression due à la concurrence étrangère, des amendements aux lois du travail et la réduction du filet de sécurité sociale ont stimulé l'ardeur militante syndicale. En face la conviction patronale s'est renforcée dans le sens de l'affrontement.

Ce taux de 0,12 % — le plus élevé depuis 1990 — du temps de travail ne pèse pas lourd comparé à celui de 0,42 % observé en 1976, quand l'inflation, le contrôle des prix et des salaires étaient le gros sujet politique national.

L'ONTARIO EN TÊTE

Mais ce score du premier semestre dépasse largement la moyenne de 0,03 % maintenue en 1994 et 1995. Le minimum record avait été de 0,02 % en 1993, soit autant qu'en 1946 quand était née cette statistique.

Le point chaud a été l'Ontario où, avec neuf grèves, il s'est perdu 70 % de tout le temps de conflit au pays. Le Québec et la Colombie-Britannique sont à égalité au deuxième rang, avec chacune trois grèves importantes.

La grève la plus coûteuse a duré cinq semaines, quand 49 000 fonctionnaires ontariens ont débrayé pour dénoncer les compressions budgétaires.

Le conflit à General Motors, où 26 000 ouvriers ont cessé le travail trois semaines, sera comptabilisé avec le semestre en cours, comme les débrayages et manifestations contre le gouvernement Harris, fin octobre.

TRAVAILLEURS DE REMPLACEMENT

En Ontario et au Manitoba, des amendements aux lois du travail ont notamment permis l'embauche de travailleurs de remplacement. Ce qui envenime le ton sur lequel peuvent se discuter les litiges entre patrons et syndicats.

Quant à la situation économique en amélioration, elle suscite des frictions parce que les profits des entreprises et les dividendes aux actionnaires sont en hausse, les salariés demandent une plus grosse part du gâteau.

Neuf grèves ont été déclenchées en Ontario

EN VENTE TOUTE L'ANNÉE!
MAIS HÂTEZ-VOUS,
PLUS QUE QUELQUES JOURS
POUR PROFITER DU BONI DE 0,75%!

Jusqu'à

10%

G A R A N T I

Placements Québec vous offre deux types d'Obligations à terme du Québec (OTQ) garanties par le gouvernement du Québec, sans limite de capital:

OTQ à taux progressif

- Taux progressif garanti jusqu'à l'échéance
- Rachetables chaque année

OTQ à taux fixe

- Choix d'échéance de un à dix ans
- Revenus d'intérêt constants et élevés dès la première année

OTQ à taux progressif**									
1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année	5 ^e année	6 ^e année	7 ^e année	8 ^e année	9 ^e année	10 ^e année
3,25	4,25	5,25	6,00	6,50	7,00	7,50	8,25	9,00	10,00
4,00 Taux de la 1 ^{re} année incluant le boni d'intérêt de 0,75%									

OTQ à taux fixe avec échéance de**:									
1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
3,25	3,75	4,60	5,00	5,50	5,90	6,15	6,50	6,65	6,80
4,00 Taux de la 1 ^{re} année incluant le boni d'intérêt de 0,75%									
4,00	4,50	5,35	5,75	6,25	6,65	6,90	7,25	7,40	7,55

Pour acheter vos OTQ, appelez Placements Québec ou rendez-vous dans une institution financière, chez un courtier en valeurs mobilières ou un intermédiaire en assurance. Dépliants disponibles dans les bureaux de Communication-Québec.

Vous voulez profiter du boni de 0,75 %? Achetez vos OTQ en appelant Placements Québec avant le 1^{er} décembre 1996 du lundi au vendredi entre 8 h et 20 h et le samedi de 9 h à 17 h.

TÉLÉPHONEZ À
PLACEMENTS QUÉBEC
avant le 1^{er} décembre 1996

BONI
D'INTÉRÊT DE
0,75%
LA PREMIÈRE ANNÉE*

* Le ministre des Finances peut mettre fin à cette offre en tout temps.
** Taux offerts sur la base de versements annuels d'intérêts.
IMPORTANT: le ministre des Finances peut modifier les taux offerts en tout temps.

1 800 463-5229

PLACEMENTS
QUÉBEC

Notre intérêt à tous

<http://www.placementsqc.gouv.qc.ca>

LES OBLIGATIONS À TERME DU QUÉBEC

Québec

EN BREF

SOMMET SUR L'ÉCONOMIE
ET L'EMPLOITrop peu pour
relancer l'économie,
jugent les libéraux

Même si le récent Sommet socio-économique s'est terminé sur une bonne note en rapprochant patronat et syndicats, les

résultats concrets seront insuffisants pour relancer l'économie québécoise, estiment les députés libéraux de Shefford, Bernard Brodeur, et de Brome-Missisquoi, Pierre Paradis. «On a signé des papiers à ce sommet, mais il ne faut pas s'attendre à ce qu'il y ait beaucoup d'emplois créés. La situation ne s'améliorera pas tant que le gouvernement ne créera pas les conditions favorables à l'investissement», a affirmé hier le député de Brome-Missisquoi, Pierre Paradis. Devant les médias régionaux, M. Paradis et son collègue de Shefford, Bernard Brodeur,

ont tracé un bilan du gouvernement péquiste, à mi-chemin de son mandat. «On voudrait bien qu'il en soit autrement, mais le Québec a perdu 54 000 emplois depuis un an, soit depuis l'arrivée de Lucien Bouchard». (PC)

Les gens d'affaires
satisfaits

Les gens d'affaires se disent satisfaits du Sommet sur l'économie et l'emploi, qui a eu lieu

à la fin octobre. Selon un sondage mené par le Conseil du patronat du Québec auprès de 70 chefs d'entreprises, 58% ont jugé «très bons» et «bons» les résultats du dernier sommet. Ces chefs d'entreprises ont été appelés dans les jours qui ont suivi l'événement à évaluer si cette rencontre avait été une perte de temps ou une occasion de partenariat positif pour la société québécoise. Trente-deux pour cent considèrent les résultats de cette réunion «passables» et dix% «mauvais» et «très mauvais». (PC)

Le Fraser
Institute
reproche à
Chrétien
d'avoir failli
détruire
le pays

MONTREAL (PC) — Le gouvernement Chrétien a échoué à l'examen du Fraser Institute, qui lui reproche d'avoir failli détruire le pays, lui rappelle que «le statu quo est mort» et le presse de mettre de l'avant une réforme du fédéralisme axée sur le principe de la subsidiarité.

Organisme voué à la recherche économique et sociopolitique, le Fraser Institute a confié à ses chercheurs la tâche d'analyser la performance des libéraux dans 14 secteurs de l'administration publique. Ils en ont déduit qu'Ottawa, dans l'ensemble, ne s'est pas bien acquitté de son mandat et que, surtout, il a mal géré le dossier de l'unité nationale.

«Une conclusion claire qui peut être dégagée des résultats du référendum est que le statu quo ne peut survivre. Le gouvernement libéral ne devrait prétendre un seul instant que le Québec a voulu maintenir les choses comme elles sont. Tous les sondages indiquent que les Québécois ne veulent ni la séparation, ni le statu quo; les Québécois semblent vouloir une nouvelle fédération avec plus de pouvoirs pour le Québec», peut-on lire, dans l'édition spéciale Fraser Forum, publiée par cette organisation de Vancouver, qui est financée par les grandes entreprises et à laquelle collaborent également, à l'occasion, des universitaires de Toronto et de Montréal.

Le Fraser Institute a choisi de présenter les conclusions de ses analystes sous forme d'un bulletin de classe où le mérite se mesure avec des notes en gradation: A, excellence; B, avec honneurs; C, note de passage; D, note de passage avec réserves; F, échec. Pour l'ensemble de son oeuvre, le gouvernement Chrétien obtient un D alors qu'il se fait coller un F pour sa gestion du dossier de l'unité nationale.

À ce chapitre, il est affirmé que «le problème n'est pas le Québec mais Ottawa», et qu'en sous-estimant la force du courant souverainiste, le fédéral a poussé le pays au bord de la catastrophe.

L'institut formule trois recommandations à l'intention du gouvernement: 1) Adopter le principe de la subsidiarité; procéder à une répartition des pouvoirs vers les provinces par des changements administratifs plutôt que constitutionnels. 2) Accentuer la coordination intergouvernementale; amorcer le processus d'élimination des chevauchements de juridictions et duplications de services. 3) Elaborer un «plan B» pour «retenir le reste du Canada ensemble» dans l'éventualité d'une victoire référendaire du OUI au Québec.

Dans les 13 autres domaines, Ottawa a reçu les notes suivantes: finances publiques, B; politiques fiscales, D; politiques industrielles, F; politiques sociales, C; politiques de santé, D; politiques d'aide au commerce international, A; politiques de transports, A; politiques de travail, F; politiques de réglementation, D; agriculture, C; immigration, B; culture, F; justice, D.

À peine la
note de
passage pour
l'ensemble
de son
oeuvre

Investissez-vous
votre argent
n'importe comment?

Les conseillers du Groupe Investors
vous offrent des solutions financières sur mesure
qui répondent à vos besoins.

Une gestion qui peut vous mener loin.

En travaillant avec votre conseiller financier ou conseillère financière du Groupe Investors, vous pourrez gérer plus efficacement vos investissements afin d'atteindre vos objectifs financiers. Après avoir étudié votre situation, il vous proposera différentes solutions allant d'un simple portefeuille à une stratégie complexe et plus variée. Vous pourrez prendre le temps qu'il faut pour savoir comment faire fructifier votre argent. Puis, votre conseiller financier verra à ce que vos investissements soient toujours des plus profitables.

Des produits et
des services sur mesure.

Votre conseiller financier du Groupe Investors sait qu'une saine planification financière repose sur des éléments définis qui répondent à des besoins bien spécifiques. Que ce soit dans le cadre de la croissance de votre capital par le biais de fonds mutuels, d'une stratégie fiscale ou en prévision de votre retraite comprenant différents types de REER ou de FEER, d'un financement résidentiel ou d'une protection contre la perte de revenus en cas de décès ou d'incapacité, il vous guidera vers les outils les plus performants afin de bâtir solidement votre planification financière.

Consultez l'un de nos conseillers
financiers, vous verrez comment
des investissements bien orchestrés
peuvent rapporter.

**IG Groupe
Investors**

POUR prendre DEMAIN en mains.

Pour plus de renseignements, téléphonez à l'un de nos bureaux Les Services Investors Ltée ou au 1 888 746-6344.
Visitez notre site Internet à l'adresse suivante : www.investorsgroup.com.

BEAUCE-AMIANTE
(418) 227-8631
QUÉBEC
(418) 649-1143
SAINTÉ-FOY
(418) 654-1411

ANJOU
(514) 493-1669
LAVAL
(514) 973-2333
MONTREAL
DÉCARIE
(514) 733-1796

MONTREAL
ÎLE-DES-SEURS
(514) 766-7736
MONTREAL
WESTMOUNT
(514) 935-3520
MONTREAL
WEST ISLAND
(514) 426-0886

RIVE-SUD
BROSSARD
(514) 443-6496
ABITIBI-
TÉMISCAMINGUE
(819) 825-8533
MAURICIE
(819) 378-2371

SAGUENAY
(418) 696-1331
SHERBROOKE
(819) 566-0666
GATINEAU-HULL
(819) 243-6497

L'Alberta
sous-estime
son déficit

EDMONTON (PC) — Même si l'Alberta soutient qu'elle deviendra la première province du Canada libre de toute dette d'ici l'an 2005, les analystes financiers affirment de leur côté que la province demeurera toujours dans le rouge.

Les agences de notation qui évaluent la cote de crédit de l'Alberta insistent sur le fait que, d'après leur façon de calculer la dette nette de la province, cette dernière doit environ trois fois ce que prétend le gouvernement conservateur. Quatre agences de notation disent que la dette nette approche les 18 milliards \$, alors que le gouvernement conservateur fait état d'une dette de 6,5 milliards \$.

«Nous estimons que la province n'est pas libre de toute dette», a lancé Eugene Williams, de la Canadian Bond Rating Service à Toronto. «Notre définition de la dette est un peu plus large», a ajouté Doug Hirano, de la Dominion Bond Rating Service.

La divergence de vue découle du fait que les agences de notation sont plus strictes dans leur définition de l'actif.

EN BREF

INONDATIONS

800 résidences
affectées au Québec

On estime qu'environ 800 résidences au Québec ont été affectées par un dégât d'eau

dans une cinquantaine de municipalités au cours du week-end. Les régions les plus touchées sont la Mauricie et la Montérégie. Le ministre Perrault s'est engagé à présenter dans les prochains jours un programme d'indemnisation qui pourrait être semblable à celui des victimes des inondations au Saguenay. La Sécurité publique devrait être en mesure de tracer un bilan des dégâts, mercredi. La majorité des 200

familles évacuées ont pu regagner leur demeure hier, l'électricité et le chauffage étant rétablis. A Sainte-Etienne-des-Grès, un village de la Mauricie, une vingtaine de familles ont cependant été forcées de passer une autre nuit à l'extérieur. Par ailleurs, à Châteauguay, au sud de Montréal, on estime que près d'une centaine de rues ont fait l'objet de travaux de pompage. La Ville a demandé au ministre d'être déclarée

zone sinistrée. La priorité pour la Sécurité publique est la réparation de plusieurs routes qui ont été sectionnées par les pluies diluviennes. Il faudra plusieurs jours et peut-être plusieurs semaines pour remettre en état la route 155, qui relie Grand-Mère à La Tuque et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les dégâts se situent principalement à la hauteur de Mattawin. La route 223, à Sainte-Antoine-sur-le-Richelieu, était encore

fermée hier soir. A plusieurs endroits, seule la circulation locale est autorisée. Par ailleurs, une vingtaine de personnes, des employés du Canadien Pacifique et des entrepreneurs, ont participé hier aux travaux pour récupérer le wagon et la locomotive qui ont déraillé samedi soir à Sahwinigan, à la suite d'un glissement terrain attribuable aux pluies abondantes du week-end dernier. (PC)

Les dégâts sont plus importants que prévus en Mauricie

Même l'autoroute 40 a été recouverte

YAMACHICHE (PC) — Les dégâts causés par les inondations de la fin de semaine, en Mauricie, sont encore plus importants qu'on pensait, dans certains secteurs. Par ailleurs, la rivière Croche, à Canton Langelier, près de La Tuque, est sortie de son lit hier.

Dans la grande région de Trois-Rivières, les municipalités de Yamachiche, Saint-Justin et Saint-Alexis-des-Monts sont les plus touchées. À Saint-Alexis, il semble que pas une seule artère rurale n'ait subi de dégâts. Le rang Baril a été fermé à la suite d'un éboulement entre la rivière du Loup et la route.

Dimanche matin, le conseil de ville de Saint-Alexis a tenu une réunion pour demander un décret au gouvernement. Saint-Justin a fait la même chose. Le maire de l'endroit, M. Bertrand Boulay, estime à au moins 100 000 \$ les dégâts, une fortune pour ce tout petit village. On parle ici de deux petits ponts très affaiblis, de routes minées pas l'eau, comme les routes Gagné et Duchesné.

À Yamachiche, la route qui mène à Saint-Séverin a été sectionnée par l'érosion. La nouvelle tuyauterie de la Régie d'aqueduc de Grand-pré a été disloquée et environ 400 personnes ont été privées d'eau momentanément.

Pour la première fois de son histoire, la municipalité a utilisé son plan de mesures d'urgence. Samedi, le conseil s'est réuni afin de demander une compensation à Québec. Entre 50 et 100 résidences ont été inondées le long de la

Grande et de la Petite rivière Yamachiche. L'eau a même empiété quelque temps sur l'autoroute 40.

À Saint-Léon, la route 349 ainsi que les rangs Barthélémy et de l'Isle ont été endommagés par des glissements de terrain. À Sainte-Ursule, le rang Fontarabie nord a été miné mais demeure praticable.

À Saint-Paulin, quelques sous-sols ont été inondés et des routes minées, dont le Chemin du Bout du monde.

À Canton Langelier, dans le secteur de La Tuque, la rivière Croche n'a pas cessé de gonfler hier sortant de son lit ce qui a causé des inondations. La population a été totalement isolée en fin de journée à la suite de la rupture d'une partie de la route principale.

Les employés du ministère des Transports devaient tout faire en soirée hier pour rétablir temporairement ce lien routier entre Canton-Langelier et La Tuque.

En sortant de son lit, la Croche a inondé la plupart des champs des agriculteurs, de même que quelques maisons situées en bordure de la rivière.

Par ailleurs, la rivière Bostonnais a elle aussi atteint un niveau très élevé hier. Les autorités municipales sont demeurées sur un pied d'alerte toute la journée craignant de devoir procéder à l'évacuation des citoyens si les vannes du barrage du Grand Lac Bostonnais devaient être ouvertes.

Vous avez perdu toutes vos dents du haut et vous en avez assez des problèmes causés par votre prothèse dentaire ?



Renseignez-vous dès aujourd'hui sur les avantages du PONT MARIUS, utilisant les réputés implants suédois Branemark System.

Cette nouvelle technique développée par le docteur Yvan Fortin, en collaboration avec l'équipe suédoise, a été testée avec succès sur plus de 150 patients du Centre. Elle permet maintenant à 95% des édentés complets au maxillaire supérieur de recevoir des implants dentaires sans devoir subir une greffe osseuse.

L'esthétique, le confort, la facilité d'entretien, la phonétique optimale ainsi que le pronostic à long terme sont les principaux atouts de cette approche.

Nous avons une solution pour vous.

CENTRE D'IMPLANTOLOGIE DENTAIRE DE QUÉBEC

Dr Yvan Fortin
Chirurgien-dentiste

3075, chemin des Quatre-Bourgeois, Ste-Foy (Québec) G1W 4X5
657-5510 ou 1-800-465-8787

Pratique limitée à l'implantologie dentaire. Travail en collaboration avec plus de 175 dentistes. Services complets en implantologie pour la perte d'une, plusieurs ou toutes les dents. Nous utilisons exclusivement les implants Branemark System® reconnus par la communauté scientifique internationale.

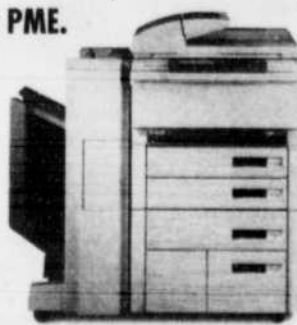
**VOUS N'AVEZ
PEUT-ÊTRE PAS
LEUR SALLE
DE CONFÉRENCES...**

**... MAIS VOUS
POUVEZ
AVOIR
LEUR COPIEUR.**

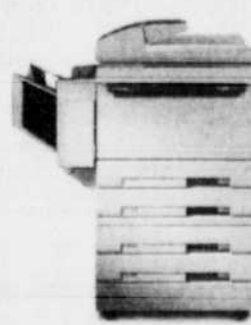
Grand équipement, petit budget! Canon lance trois nouveaux copieurs pensés pour les PME.

Grâce à leurs nombreuses fonctions et options grand bureau, ces trois nouveaux copieurs de Canon présentent le rendement et l'efficacité dont votre PME a besoin. Parmi leurs caractéristiques, mentionnons les diverses options d'alimentation et de tri, la possibilité de reproduction recto verso automatique, la grande capacité de papier... sans oublier les copies de qualité professionnelle naturellement! Il se peut que vous ne puissiez vous procurer tous les avantages des grandes entreprises, mais grâce à Canon, vous pouvez au moins vous offrir leur copieur.

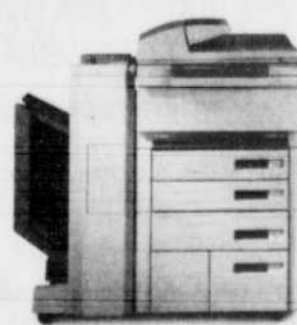
Il vous suffit de composer le 1 800 OK CANON.



NP 6230



NP 6521



NP 6035

Canon

SOLDAT TUÉ AU COURS D'UN EXERCICE

Le major Hirter plaide coupable à deux accusations de négligence et d'indiscipline

■ CALGARY (PC) — Un major des forces armées a plaidé coupable hier à deux des huit accusations portées contre lui après qu'un soldat sous son commandement eut été tué au cours d'un exercice d'entraînement avec de vraies munitions.

D'une voix claire et ferme, le major David Hirter a plaidé coupable à une accusation de négligence dans l'exécution de son devoir ainsi qu'à une autre d'indiscipline.

Mais, comme il a maintenu son innocence en ce qui a trait à six autres accusations, la cour



David Hirter

martiale a repris avec l'audition du premier témoin.

Il a présenté son plaidoyer après que le lieutenant-colonel Alain Ménard, qui préside la cour martiale, eut refusé d'accepter une troisième et dernière tentative de la part des avocats de M. Hirter visant à obtenir que les accusations soient rejetées.

M. Hirter a été accusé en septembre après une investigation de 18 mois relative à la mort du caporal Neil Mac-

Kinnon, qui est décédé en mars 1995 au cours d'un exercice militaire auquel ont participé 3000 militaires et qui a eu lieu à la base des Forces canadiennes de Suffield, dans le Sud de l'Alberta.

D'après les premiers rapports, M. MacKinnon, membre du 1er Bataillon canadien d'infanterie légère de la Princesse Patricia, a été tué lorsqu'une grenade a explosé dans sa main.

M. Hirter et deux autres soldats ont été accusés après que le père de M. MacKinnon, Bernie, eut exigé qu'on lui révèle toute la vérité au sujet de la mort de son fils.

Plus d'une année s'est écoulée avant que le père n'apprenne que son fils avait été atteint à la tête par une balle perdue avant que la grenade n'explose.

La cour martiale a été entravée par des tracasseries juridiques pendant une semaine alors que les avocats de la défense essayaient à trois reprises d'obtenir que le juge rejette les accusations portées contre leur client.

Jeudi, M. Hirter est passé à la barre et son avocat, le capitaine Isabelle Veilleux, a soutenu que la hiérarchie militaire avait tenté d'influencer le sort de M. Hirter dans le but de protéger des hauts gradés.

M. Hirter a témoigné qu'à l'époque, son commandant, le lieutenant-colonel Michael Diakow, était en train de visiter le centre de tir le jour où M. MacKinnon a été tué.

D'après les règlements militaires, le fait que M. Diakow se soit trouvé là le rendait directement responsable de la sécurité des soldats, a soutenu Me Veilleux.

CHASSE AUX PHOQUES

Un groupe en guerre contre les chasseurs de Terre-Neuve

■ LONDRES (PC) — Un groupe de défense des animaux a promis hier d'intensifier les pressions visant à abolir la chasse aux phoques annuelle du Canada parce que les chasseurs de Terre-Neuve ont demandé à Ottawa de leur permettre d'en abattre davantage.

Le Fonds international pour la défense des animaux (IFAW) a annoncé qu'il rouvrirait un bureau à Ottawa et lancerait une campagne de publicité dans les journaux de Grande-Bretagne dans le but d'obliger le Canada à mettre fin à la chasse commerciale aux phoques.

Le massacre annuel des phoques — environ 260 000 ont été abattus cette année — est en train de noircir l'image du Canada à l'étranger, a déclaré le porte-parole de l'IFAW Nick Jenkins.

«C'est incroyable... que le Canada préfère changer son excellente image contre celle d'un pays cruel qui n'hésite pas à s'attaquer à la faune d'une manière que l'on ne retrouve nulle part ailleurs dans le monde.»

L'annonce de l'IFAW survient au moment où le ministre des Pêches de Terre-Neuve entreprend une campagne publique visant à éliminer les quotas et à permettre l'abattage de jeunes phoques.

John Efford a affirmé que la demande devrait déterminer le nombre de phoques qui doivent être tués chaque année.

M. Jenkins a indiqué que l'IFAW consacrerait environ 165 000 \$ à la reprise de sa lutte visant à mettre fin à la chasse aux phoques.

«C'est pour cela que notre groupe a été créé. C'est ce qui inquiète le plus nos membres. Et,

malheureusement, la situation est pire que lorsque nous avons commencé. Il faut donc que nous reprenions le combat avec tous les moyens dont nous disposons.»



Les chasseurs veulent abattre plus de phoques.

PROTECTION
D'ESPÈCES
AQUATIQUES

Le Canada sous enquête

OTTAWA (PC) — Un organisme tripartite, constitué en vertu de l'Aléna, se penche sur l'action — ou le défaut d'agir — du gouvernement canadien en matière de protection d'espèces aquatiques.

Il s'agit d'une première mise en cause du Canada par la Commission de coopération en environnement (CCE), où sont représentés le Mexique, les États-Unis et le Canada et dont le siège est à Montréal.

À l'instigation d'un groupe de défense de la nature de l'Alberta, les Amis de la rivière Old Man, la commission enquête sur une plainte voulant qu'Ottawa ait contourné certaines clauses de la loi des Pêches et de la loi d'évaluation d'impact environnemental.

Le gouvernement Chrétien dispose de 60 jours pour répondre, a noté hier Greg Block, porte-parole de la CCE. Si la réponse est insatisfaisante, l'organisme peut recommander la publication d'un rapport sur le litige.

Les ministres de l'Environnement des trois pays doivent décider de ce que sera ce document. La CCE n'a pas de pouvoir contraignants mais ses conclusions peuvent avoir une forte influence.

La plainte découle d'une politique adoptée en 1995 par le fédéral, suivant laquelle des «lettres d'intention», au lieu d'autorisations formelles, peuvent ouvrir la voie à des projets qui affecteront des habitats aquatiques.

Or, des autorisations formelles peuvent déclencher des études publiques d'évaluation d'impact environnemental, ce que ne font pas de simples lettres d'intention.

«Nous estimons que ces lettres sont illégales et qu'elles sont une tentative évidente de contourner les lois des Pêches et d'évaluation d'impact environnemental», a affirmé Martha Kostuch, des Amis de la rivière Old Man.

Le nombre d'autorisations pour des projets affectant des habitats aquatiques n'est que de 233 jusqu'ici en 1996, comparé à quelque 12 000 en 1995.

LA MEILLEURE FAÇON
DE LOUER UN VÉHICULE.

PARCE QUE
louer
UN AN
DE PLUS,
c'est payer
UN AN
DE TROP.



CAVALIER Z22
199\$*
/MOIS
LOCATION 36 MOIS

- Moteur 2,2 litres • Boîte manuelle à 5 rapports avec surmultipliée
- Freins antiblocage aux 4 roues • Poutrelles latérales de sécurité
- Sacs gonflables côtés conducteur et passager • Aileron arrière
- Siège arrière rabattable • Système antivol PASSLock

L'Association des concessionnaires Chevrolet Geo Oldsmobile du Québec

Assistance
ROUTIÈREGARANTIE
TOTAL

750*

GM

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1997 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 1815 \$. Dépôt de sécurité de 300 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Sujet à l'approbation du crédit. Préparation incluse. Transport (620 \$), immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 8 c du kilomètre après 60 000 km. L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1997 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. **Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

VAINCRE SES PEURS
CONFÉRENCELUCIEN AUGER
Psychologue et auteur

Créateur de l'approche émotivo-rationnelle. La peur fait partie de la vie mais nous empêche parfois de vivre. Pour gérer ses peurs, il faut comprendre les idées qui les font naître afin de vivre sans peur ou anxiété exagérée.

Mercréd, 13 novembre, 19h30
Montmartre Canadien
1660, chemin Saint-Louis, Sillery
Membres: 12\$ Non-membres: 15\$

SANTÉ
MINT

Réservations et renseignements
418.687.0245

LE MONDE

La neige et le froid frappent très fort aux États-Unis



Une tempête de neige s'est abattue sur six États américains, hier, causant de nombreux accidents sur les routes. À Cleveland, en Ohio, où sont tombés 60 centimètres de neige, quelque 100 000 foyers ont été privés d'électricité. Des écoles étaient fermées ainsi que certains bureaux. Sur les routes, la tempête a causé huit décès au Wisconsin. L'importante chute de neige, accompagnée de vents sibériens, devrait se poursuivre jusqu'à demain. La neige s'est accumulée à travers le Michigan et le Nord du Wisconsin, alors que le froid soufflait du lac Supérieur. Des rafales du lac Ontario ont recouvert de neige une partie de l'État de New York, de Syracuse à Watertown.

Les sectes récupèrent les OVNI

LYON, France (d'après AFP) — Les extraterrestres constituent une véritable manne pour les sectes du monde entier, selon les responsables de l'association SOS-OVNI qui ont tenu leurs huitièmes rencontres européennes de Lyon (est) de samedi à hier.

Pour Perry Petrakis, l'un des organisateurs de ces rencontres, «certaines sectes savent exploiter habilement le halo de mystère qui entoure les OVNI». «Les prédicateurs, dit-il, sont au rendez-vous, comme autant d'oiseaux de mauvais augure, nous annonçant la fin d'une ère, pour les plus optimistes et la fin du monde, pour les autres».

Selon Petrakis, rédacteur en chef de la revue *Phénomène*, qui traite tout particulièrement des OVNI, les dirigeants de nombreuses sectes sont souvent «des marchands de soupe, proposant un salut sur mesure grâce aux extraterrestres».

Un participant aux débats, Renaud Marhic, auteur de trois livres sur les sectes, n'a pas hésité à clouer au pilori trois d'entre elles sévissant en France: le mouvement raëlien France; l'École de préparation à l'évacuation extraterrestre; et Siderella. «Elles promettent à leurs adeptes tout simplement des contacts prochains avec les extraterrestres», affirme-t-il.

Les congressistes ont également fait le point «de l'avancée des sectes dans les autres pays du monde». Ils ont établi que dans certaines zones, «le prosélytisme des sectes fait de véritables ravages en promettant l'intervention conciliante et bienveillante des petits hommes verts venus d'ailleurs», selon l'expression de Petrakis.

«On voit se développer cette tendance, explique Renaud Marhic, particulièrement au Japon, aux États-Unis, en Amérique latine avec un développement d'une ampleur particulière au Brésil». «En Europe, ajoute Petrakis, ce serait plutôt le modèle nord-américain qui a tendance à pénétrer, mais cela semble se faire difficilement».

SOS-OVNI, qui fête ses 25 ans, a appelé ses membres à «un pragmatisme serein et vigilant». «La plupart des adhérents ne sont pas des scientifiques, dit Petrakis. Nous nous contentons d'observer, de trier la multitude d'informations que nous recueillons, d'exercer notre esprit critique et nous devons être très rigoureux pour éviter les pièges de la désinformation». Une partie des travaux a d'ailleurs porté sur l'information.

Newt Gingrich écarté?

Les républicains de la Chambre des représentants chasseraient ce «speaker» accusé de fraude fiscale

■ WASHINGTON (d'après AFP) — Les républicains américains envisagent une mise à l'écart temporaire du «speaker» de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, en attendant que soient levées les accusations de fraude fiscale portées contre lui.

Un représentant républicain de l'Oklahoma, Steve Largent, a estimé dimanche que le président républicain de la Chambre devrait se retirer tant que l'enquête contre lui n'aurait pas été close.

«Cela calmerait la rhétorique que nous allons entendre au sein du 105^{ème} Congrès (le nouveau Congrès élu qui se réunit en janvier) et nous permettrait de travailler d'une façon plus constructive», a-t-il ajouté à la chaîne de télévision Fox.

Sa déclaration intervenait au lendemain de la publication par un influent magazine conservateur, le *National Review*, d'un éditorial allant dans le même sens.

M. Gingrich, 52 ans, avait déjà adopté un profil bas pendant la campagne électorale en raison de son image d'extrémiste, savamment entretenue par les spots télévisés démocrates, deux ans seulement après avoir été propulsé aux commandes de la Chambre des représentants par le raz-de-marée conservateur.

Le bouillant député et professeur d'histoire, réélu sans problème, la semaine dernière dans sa circonscription de Georgie, reste un des hommes politiques les plus contestés du pays.

Près de 60% des plus de 15 000 élec-

teurs interrogés à la sortie des urnes, la semaine dernière, affirmaient avoir une opinion défavorable de Newt Gingrich, même si 30% de ces électeurs reconnaissent avoir voté pour un républicain à la législative.

Newt Gingrich, qui avait promis une «révolution conservatrice» en 1994, est confronté depuis plus de 20 mois à une série d'enquêtes du Congrès sur son utilisation de fonds d'organisations caritatives pour financer ses activités politiques.

Et plus les républicains poussent leurs enquêtes sur les agissements douteux du président Bill Clinton et de sa femme Hillary, plus les démocrates harcèlent le président de la Chambre.

La plupart des accusations portées contre Newt Gingrich ont maintenant été levées, mais la commission d'éthique de la Chambre enquête toujours sur les déclarations fiscales du président de la Chambre, et au moins un député républicain, Christopher Shays (Connecticut), a affirmé qu'il refuserait de reconduire le président dans ses fonctions tant que le rapport de la commission n'aura pas été rendu.

Un vote pour sélectionner le président de la Chambre aura lieu le 7 janvier à l'ouverture du nouveau Congrès. Gingrich demeure néan-



Newt Gingrich

moins grand favori à sa propre succession et, politiquement, semble vouloir faire amende honorable en reconnaissant avoir poussé trop loin ses positions l'an dernier dans sa querelle avec la Maison-Blanche sur la réduction du déficit budgétaire.

«Si c'était à refaire, nous éviterions soigneusement toute fermeture de l'administration», a-t-il récemment reconnu dans un entretien au quotidien *Washington Post* en évoquant la décision du Congrès de couper les crédits à l'administration pour tenter d'arracher à Bill Clinton un accord sur le budget. «C'était clairement une erreur», a-t-il ajouté. Le leader républicain au Sénat, Trent Lott, a d'ailleurs affirmé que le pays verrait maintenant «un Newt Gingrich bien différent dans les façons dont il traite les affaires».

Crise alimentaire au Mexique

MEXICO (d'après AFP) — Le Mexique connaît une des crises alimentaires les plus graves de son histoire, 158 000 enfants mourant chaque année avant l'âge de cinq ans par suite de maladies liées à la sous-alimentation, selon l'Institut mexicain de la sécurité sociale.

Un Mexicain sur deux n'a pas accès au minimum alimentaire journalier de 2 340 calories fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La malnutrition est la plus grave dans les zones rurales, principalement parmi les populations indiennes,

dans les communautés dispersées et isolées.

Les bas rendements dans la production alimentaire, des conditions climatiques défavorables, la diminution du pouvoir d'achat, la croissance du chômage et la dépendance de l'extérieur pour les produits de base sont les principaux facteurs qui limitent l'accès aux aliments, surtout pour la population marginale.

«La qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments disponibles pour la majorité des Mexicains s'est détériorée considérablement, avec le remplacement des aliments naturels par des

produits industrialisés de qualité très inférieure», a commenté l'Institut national de nutrition.

La consommation d'aliments de base s'est réduite de presque 30%, au cours des 18 derniers mois, notamment celle de maïs et de divers légumes autochtones, tandis qu'a augmenté la consommation des tortillas et des haricots rouges. Les produits dérivés du blé, et surtout les pâtes, tendent à remplacer le maïs et les autres produits traditionnels dans l'alimentation familiale, les produits industriels de faible valeur nutritive prenant une place croissante.

GUATEMALA

Enfin la paix!

Le gouvernement guatémaltèque a conclu un accord de paix avec la guérilla, ce qui pourrait mettre fin à 36 ans de combats ayant fait 140 000 morts, a annoncé hier le président guatémaltèque, Alvaro Arzu. Lors de discussions sous la médiation de l'ONU à Mexico, les deux parties ont en effet convenu hier d'un cessez-le-feu définitif (un provisoire avait été conclu en mars) et le chef de l'Unité nationale révolutionnaire du Guatemala (UNRG), Pablo Monsanto, a annoncé que le texte du cessez-le-feu serait signé dans le courant du mois à Oslo, en Norvège. M. Arzu a précisé que l'accord de paix serait signé le 29 décembre à Guatemala City. Les deux parties négociaient encore fin octobre sur la question du retour à la vie civile des guérilleros quand le gouvernement interrompit les discussions le 28 octobre en raison de la participation présumée d'un dirigeant de l'UNRG dans l'enlèvement de la femme d'un homme d'affaires. (AP)

MEXIQUE

Explosion, incendie

Quatre personnes ont été tuées par l'explosion d'un réservoir d'essence dans la banlieue nord de Mexico, suivie d'un incendie qui s'est propagé à un deuxième réservoir, dans un dépôt de la compagnie pétrolière nationale Pemex, a indiqué la Croix-Rouge. Les victimes sont trois pompiers et un employé de la compagnie, a précisé le porte-parole de la Croix-Rouge Jorge Moises Hernandez qui a ajouté que 950 autres personnes ont été soit incommodées «sans gravité» par l'inhalation de la fumée, soit victimes de crises de nerfs. Les 200 pompiers envoyés sur les lieux s'efforçaient en début de soirée d'empêcher le feu de se propager à un troisième réservoir en formant un rideau d'eau tandis qu'on vidangeait les autres réservoirs du dépôt, a précisé la compagnie, ajoutant que l'incendie était circonscrit. (AFP)

ÉTATS-UNIS

Six étages plus bas

Marilyn Lopez Whitehorse est tombée du sixième étage d'un hôtel d'Albuquerque, au Nouveau-Mexique, et s'en est sortie avec seulement quelques fractures, ne devant son salut qu'à sa réception... sur ses pieds, selon la police. Elle participait apparemment à une fête samedi dans une chambre de l'hôtel quand elle a essayé de sauter sur le balcon d'une chambre voisine pour une raison indéterminée. Elle aurait ensuite raté son saut, ce qui aurait entraîné sa chute. Whitehorse, qui souffre de multiples fractures, a été opérée. Elle se trouvait dans un état satisfaisant dimanche. (AP)

GRANDE-BRETAGNE

Attaques de renards

Bébé a été mordu, vraisemblablement par un renard, dans une maison de la grande banlieue sud de Londres, entraînant une vaste battue dans le district et une inquiétude face à la présence en grand nombre de renards en zones urbaines en Grande-Bretagne. Elena Shephard a raconté hier avoir trouvé vendredi un renard dans le landau de son fils de cinq mois, dans la serre attenante à sa maison de Norbury. Elle a mis l'animal en fuite et découvert que son bébé saignait de la bouche, où il portait des marques ressemblant à des «marques de croc». Des experts ont pourtant mis en doute qu'un renard soit responsable de l'attaque les blessures ne correspondant pas au type de morsure de cet animal et qu'il serait extrêmement improbable pour un renard de sauter sur un landau pour attaquer un bébé. (AFP)

SUISSE

Locomotive soufflée

Du vent qui soufflait par rafales a renversé hier une locomotive de 50 tonnes du chemin de fer à crémaillère de la Petite Scheidegg, qui conduit à la célèbre face nord de l'Eiger, dans les Alpes suisses, a déclaré la police. Quatre touristes ont été blessés dans l'incident qui s'est produit alors que le vent soufflait jusqu'à 150 km/h. Ils ont été hospitalisés à Interlaken. La motrice de 50 tonnes a été renversée alors qu'elle redescendait dans la vallée vers Grindelwald. (AFP)

Les Berlinoises veulent reconstruire leur mur

BERLIN (d'après AP) — Reconstruire le mur? Aussi paradoxal que cela puisse sembler, de nombreux Berlinoises ne veulent pas voir disparaître le symbole de la partition de l'Allemagne. Ils militent désormais pour que, sept ans après sa chute, le mur de Berlin ne tombe pas dans l'oubli.

Rien n'évoque mieux en effet l'histoire récente de Berlin que ce mur érigé en 1961 pour marquer la division de la

ville entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la République démocratique allemande (RDA), entre le bloc occidental et le bloc communiste, entre l'Ouest et l'Est. Mais, depuis la réunification allemande, le mur est parti en morceaux et les Berlinoises craignent que le souvenir des souffrances, de l'oppression et de la séparation ne s'efface lui aussi.

La dislocation du régime communis-

te est-allemand est passée par celle du mur, dont les blocs peints en couleurs vives sont désormais éparpillés dans les musées du monde entier. Certains ont pris place dans les jardins de l'ancien président américain Ronald Reagan et du pape Jean Paul II à qui ils furent offerts, les autres ont été vendus.

Le prix de ces vestiges, qui atteignent maintenant 35 000 \$ le morceau, ne cesse de grimper. Le reste des 117 000

tonnes de béton a été pulvérisé ou utilisé pour la construction du périphérique berlinois.

Comme le béton n'a pas résisté au temps «nous devons, même si cela paraît étrange, rebâtir le mur», explique Herman Josef Pholmann, responsable de l'Office du Logement de Berlin et directeur du projet «Musée du Mur». «C'est une manière de composer avec un passé douloureux».

Commencez à payer en août 97*



Aucuns frais sur toute la marchandise



Réfrigérateur Whirlpool

- (159917)
- 17 pi cu
 - Clayettes amovibles pleine largeur
 - Bacs à viande et à légumes
 - Garde-beurre
 - Couvre-bacs à légumes en verre
 - Balconnets réglables dans la porte

869⁹⁵\$



Cuisinière Whirlpool 30"

- (163251)
- Dessus relevable
 - Minuterie digitale
 - Console vitrée avec fluorescent
 - Blanc sur blanc

699⁹⁵\$



Lave-vaisselle Whirlpool

- (156589)
- Encastré
 - Système de lavage à 3 niveaux
 - Commandes électroniques
 - Broyeur d'aliments durs
 - Panier à ustensiles dans la porte
 - Blanc sur blanc ou noir sur blanc

559⁹⁵\$



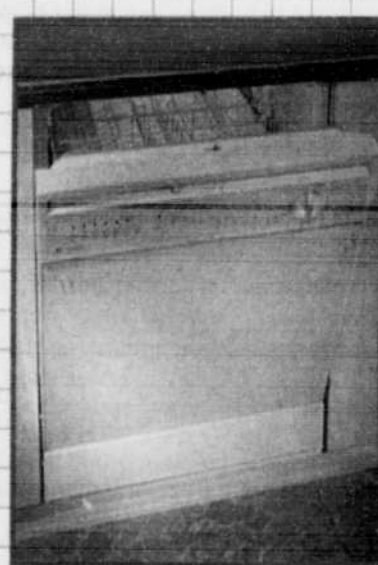
Système de lavage 3 niveaux



Lave-vaisselle G.E.

- (174767)
- Ultra silencieux
 - 7 programmes
 - Départ différé 6 heures
 - Gicleurs à trois niveaux
 - Panier à tiges repliables

599⁹⁵\$



ASKO

Lave-vaisselle Asko

- (158676)
- Intérieur en acier inoxydable
 - Super silencieux
 - Panier recouvert de graphite et nylon
 - Triple filtration d'eau
 - Disponible en noir

979⁹⁵\$



Super silencieux



KitchenAid*

Prix spécial TANGUAY

Réfrigérateur Kitchen Aid

- (156977)
- 18 pi cu
 - Tablettes de verre scellé
 - Balconnets ajustables dans la porte
 - Serpentin incorporé
 - Porte réversible
 - Contrôle d'humidité
 - Bacs à fruits et à légumes sur roulettes

Laveuse Kitchen Aid

- (182043)
- Nouveau modèle
 - Insonorisation supérieure
 - Niveau d'eau variable
 - Signal sonore
 - 4 choix de températures lavage/rinçage
 - Cycle de lavage à la main
 - Double rince

Sécheuse Kitchen Aid

- (182042)
- Sécheuse insonorisée
 - Senseur électronique
 - Porte réversible
 - Lumière à tambour



Venez voir notre nouvelle buanderie KitchenAid à insonorisation supérieure

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez que les taxes de vente.
Certains frais administratifs peuvent être crédités au moment d'un paiement comptant.
Cartes de crédit acceptées.

TANGUAY

OUVERT LE DIMANCHE DE MIDI À 17H00

LÉVIS:
5720, boul.
Étienne-Dallaire
(418) 833-4511

BEAUPORT:
535, boul.
Ste-Anne
(418) 667-6282

LES SAULES:
Carrefour Les Saules
5150, boul. de l'Ormière
(418) 871-4411

TROIS-RIVIÈRES:
2200, boul.
des Récollets
(819) 373-1111

POINTE-AU-PÈRE:
822, boul. Sainte-Anne
Cté de Rimouski
(418) 725-4411

CHICOUTIMI:
1990, boul. Talbot
(418) 698-4411

RIVIÈRE-DU-LOUP:
245, Hôtel-de-Ville
(418) 867-4711